

V. BLASCO-IBÁÑEZ

Alphonse XIII démasqué

La terreur militariste

en Espagne

Traduit de l'espagnol par M. Jean Louvre

8:0c

~~2118~~

PARIS

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, Rue Racine, 26

Cinquantième mille

OUVRAGES PUBLIÉS DANS LA "COLLECTION BLEUE"

<p>AJALBERT (JEAN) <i>de l'Académie Goncourt</i> Au cœur de l'Auvergne..... 7 *</p> <p>BEAUNIER (ANDRÉ) Au service de la déesse. Essais de critique..... 7 *</p> <p>BLASCO-IBÁÑEZ (V.) Alphonse XIII démasqué. La terreur militariste en Espa- gne. Traduit de l'espagnol par Jean Louvre (50^e mille). 3 *</p> <p>BRADI (LORENZI DE) La vraie Colomba..... 5 *</p> <p style="text-align: center;">COLETTE</p> <p>Aventures quotidiennes (12^e mille) 8 *</p> <p>CYRIL (V.) ET D^r BERGER La "coco", poison moderne. 7 50</p> <p>DAUDET (ALPHONSE) Pages inédites de critique dramatique (1874-1880).... 8 *</p> <p>DAUDET (LUCIEN) L'inconnue (L'Impératrice Eugénie)..... 7 *</p> <p>DROIN (ALFRED) M. Paul Valéry et la tradition poétique française..... 5 *</p> <p>ERNEST-CHARLES (J.) La passion criminelle. Drames d'amour et de jalousie.... 7 *</p> <p>FARRÈRE (CLAUDE) Mes voyages (La promenade d'Extrême-Orient)..... 7 50</p> <p>FISCHER (MAX et ALIX) Dans deux fauteuils (Notes et impressions de théâtre).. 7 50</p>	<p>FONCK (CAPITAINE RENÉ) Mes combats. Préface du Maréchal Foch (15^e mille). 7 *</p> <p>FRANK (BERNARD) Le carnet d'un enseigne de vaisseau (Souvenirs de la vie de patrouille). Préface de M. Robert de Flers, de <i>l'Académie française</i>..... 6 *</p> <p>GERVEX (HENRI) <i>de l'Institut.</i> Souvenirs, recueillis par Jules Bertaut. 7 50</p> <p>GILLARD (GEORGES) Le livre de la femme et de l'amour. Aphorismes et ré- flexions des plus notoires romanciers contemporains. 7 50</p> <p>HERMANT (ABEL) La vie littéraire (Première série)..... 7 *</p> <p>KEUN (ODETTE) Au pays de la Tolson d'or (En Géorgie mencheviste indépendante)..... 7 *</p> <p>MARGUERITTE (VICTOR) Au bord du gouffre (Août- Septembre 1914) avec 8 plans (43^e mille)..... 8 *</p> <p>MAYBON (ALBERT) Le Japon d'aujourd'hui..... 7 50</p> <p>PARDIELLAN (P. DE) Nos ancêtres sur le Rhin... 5 *</p> <p>TÉRY (SIMONE) En Irlande. De la guerre d'in- dépendance à la guerre civile (1914-1923)..... 7 *</p>
--	---

Volume Brulé
à feuilleter avec
précaution

Alphonse XIII démasqué

La terreur militariste en Espagne

1705

80c

118

DU MÊME AUTEUR.

Chez le même éditeur :

LA CITÉ DES FUTAILLES (La Bodéga), roman (trad. par Renée Lafont).
LA TRAGÉDIE SUR LE LAC, roman (trad. par Renée Lafont).
LES MORTS COMMANDENT, roman (trad. par Berthe Delaunay).
CONTES ESPAGNOLS D'AMOUR ET DE MORT (trad. par F. Ménétrier).

Chez d'autres éditeurs :

TERRES MAUDITES (trad. par G. Hérelle).
FLEUR DE MAI (trad. par G. Hérelle).
DANS L'OMBRE DE LA CATHÉDRALE (trad. par G. Hérelle).
ARÈNES SANGLANTES (trad. par G. Hérelle).
LA HORDE (trad. par G. Hérelle).
LES QUATRE CAVALIERS DE L'APOCALYPSE (trad. par G. Hérelle).
L'INTRUS (trad. par Renée Lafont).
LES ENNEMIS DE LA FEMME (trad. par A. de Bengoechea).
LA TENTATRICE (trad. par A. de Bengoechea).
MARE NOSTRUM (trad. par Marcel Thiebaud).

V. BLASCO-IBAÑEZ

Alphonse XIII démasqué

La terreur militariste

en Espagne

Traduit de l'espagnol par M. Jean Louvre

PARIS

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, RUE RACINE, 26

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés
pour tous les pays.

NOTE DE L'ÉDITEUR

L'édition originale de l'œuvre de Blasco-Ibañez que nous publions ici a été tirée en langue espagnole — à l'intention de l'Espagne et des Républiques américaines de langue espagnole — à deux millions d'exemplaires.

En même temps que cette édition française est aujourd'hui mise en vente en France, paraît à Londres et à New-York une édition en langue anglaise.

Alphonse XIII démasqué

La terreur militariste en Espagne

I

LA TYRANNIE MILITAIRE

Depuis des années, je vis loin de la politique de mon pays ; mais la situation actuelle de l'Espagne m'oblige à renoncer à ma retraite et à participer de nouveau à des luttes que je croyais avoir abandonnées pour toujours.

Je dois reconnaître que je n'ai pas été sans hésiter longuement avant d'adopter une telle résolution. Une existence d'isolement et de travail convient mieux à mes goûts d'homme de lettres. Mais je considère comme un devoir de reprendre la lutte.

L'Espagne, aujourd'hui, est une nation qui vit sous le joug. Elle ne peut parler : elle a un bâillon sur la bouche. Elle ne peut écrire : elle a les mains liées. Si le peuple ne descend pas

dans la rue pour protester contre cet esclavage, c'est qu'un instinct de conservation naturel et légitime l'en empêche. Une armée qui a en mains tous les moyens de destruction modernes tient le pays sous sa botte et il est facile, à coups de fusils et de mitrailleuses, de réduire au silence une foule sans défense.

Quand je dis « armée », je n'emploie d'ailleurs pas le mot propre. Depuis la Grande Guerre, qui fut une guerre de peuples, en prononçant le mot « armée », on songe à une « nation armée », à l'ensemble même des citoyens d'un pays, qui, sans distinction d'opinions ou de classes, ont pris les armes pour sa défense. En Espagne, l'armée est une caste à part, une classe sociale du genre de celle qui existait au XVIII^e siècle sous les premiers rois de Prusse. Certes, le service militaire est obligatoire, mais quand il s'agit du soldat, non quand il s'agit de l'officier. Les officiers sont des militaires de profession, qui se considèrent comme des êtres d'une essence spéciale et jugent qu'ils n'ont rien de commun avec les civils, c'est-à-dire avec l'ensemble des citoyens qui composent la nation.

Il en résulte que le pays ne se sent pas une grande sympathie pour son « armée » ; celle-ci, en réalité, n'a rien de national et constitue plutôt une sorte d'organisation prétorienne à la dévotion de la monarchie. Les faits l'ont récemment démontré. Cette armée qui absorbe la plus grande partie des ressources du pays, et dont on

célèbre officiellement l'héroïsme avec plus de véhémence qu'on ne le fit jamais pour les conquérants les plus célèbres de l'histoire, est infailliblement mise en déroute dès qu'elle entreprend une opération hors du pays. Ce n'est pas que les soldats qui la composent manquent de courage. La raison de cette perpétuelle défaite est l'organisation spéciale de cette armée... Ce n'est pas l'armée de l'Espagne, c'est l'armée du roi.

Ou plutôt, c'est sa gendarmerie. Ses seules victoires, elle les a remportées dans la rue, en braquant ses mitrailleuses sur de braves gens qui n'avaient même pas un canif dans leur poche.

Voilà plus d'un an que l'Espagne n'a plus la possibilité de parler, plus d'un an qu'elle vit en Europe comme une femme emprisonnée dans une chambre matelassée, hors de laquelle on ne peut entendre ses cris. L'Espagnol ne peut écrire : les journaux, avant d'être imprimés, passent par la censure préalable du Directoire militaire. Lire un journal espagnol, c'est lire simplement la littérature de Primo de Rivera, auteur extravagant, bouffon tragique.

Même dans les périodes de réaction les plus marquées, le livre a été respecté en Espagne. La censure n'existait pas. Un écrivain pouvait faire connaître ses idées en toute liberté. Le Directoire militaire a eu recours à un procédé hypocrite pour empêcher la pensée de s'exprimer librement par le moyen du livre. Sous prétexte de détruire une certaine littérature licencieuse qui

existe en Espagne — comme partout ailleurs — il a ordonné aux imprimeurs, en les menaçant des peines les plus sévères, de ne jamais publier un livre sans une autorisation visée et signée par les généraux du Directoire ou leurs acolytes.

Pour combattre la littérature licencieuse, il suffisait de s'en prendre à un ou deux éditeurs sans scrupules, de leur infliger des amendes et de courts emprisonnements. Cela, tout le monde le sait en Espagne. Mais ce que veut le militarisme, c'est réduire en esclavage les écrivains espagnols. Quant au délai dans lequel l'autorisation de publier un livre devrait être donnée, quant aux garanties accordées aux auteurs, les maîtres actuels de l'Espagne n'en ont rien dit. Le savant qui a écrit un traité de mathématiques ou de philosophie doit le soumettre au capitaine ou au colonel chargé de la censure. Celui-ci, prétextant ses abondantes occupations, peut attendre de longs mois avant d'accorder son autorisation ; de telle sorte que la pensée est soumise au caprice du censeur et qu'un livre qui ne sert pas les intérêts du Directoire peut rester indéfiniment inédit.

Durant tout le xix^e siècle, il n'y a pas un pays d'Europe occidentale qui ait connu une situation semblable à celle de l'Espagne aujourd'hui. Seule la Russie des tsars, aux temps les plus troublés de son histoire, a pu offrir ce spectacle de généraux cruels et illettrés, de généraux brailards et grotesques asservissant tout un pays et tuant sa pensée.

Il y a quelques mois, lorsque je revins d'un voyage que j'avais entrepris autour du monde, je demeurai stupéfait, en voyant les excès de cette tyrannie absurde.

Je dois au hasard — plus sans doute qu'à mes mérites — d'être connu dans un grand nombre de pays et d'avoir des lecteurs un peu partout. Des milliers de compatriotes résidant en Europe et en Amérique m'ont écrit pour me demander de prendre la parole, d'user de tous les moyens de diffusion dont je puis disposer pour faire connaître au monde la honteuse situation de l'Espagne.

Je ne puis garder plus longtemps le silence. Au moment où l'on empêche les Espagnols d'élever la voix, je parlerai pour eux, et quelles que puissent être les conséquences, je dirai la vérité, la vérité entière.

Il me serait facile de n'attaquer que les généraux du Directoire qui tyrannisent aujourd'hui l'Espagne. Tous mes concitoyens, sans distinction de parti, finiraient par trouver mon rôle fort sympathique. Lorsque, à une date prochaine, le Directoire tombera et que le régime constitutionnel se rétablira en Espagne, je pourrais ainsi rentrer dans mon pays avec des airs de triomphateur. Mais mes attaques, sous cette forme limitée, seraient insuffisantes et même injustes.

Ces généraux ne sont que les figurants d'une triste aventure, des bavards qui ont conclu une alliance perpétuelle avec la défaite.

Je veux accuser le véritable auteur des malheurs de l'Espagne.

Et je me souviens ici des ordres que donnaient autrefois les amiraux à leurs artilleurs, au temps des bateaux à voiles :

— Ne tirez pas sur la mâture ! Tirez sur la coque !

La mâture, en l'espèce, ce sont les généraux du Directoire, soldats d'opérette ou de drame policier. La coque, c'est le roi.

Oui, moi Espagnol, je le déclare dès le début : par patriotisme, pour l'honneur national, j'accuse Alphonse XIII.

II

LES DEUX VISAGES DU ROI

Le roi d'Espagne a été, durant quelques années, considéré par l'opinion internationale comme un personnage sympathique : sa jeunesse, sa facilité de parole, une certaine intrépidité allègre de jeune officier lui valurent d'être aimé du peuple qui le voit de loin et ne le juge que sur les apparences.

Mais les années ont passé sans faire un homme de ce roi. Il est semblable à ces enfants prodiges qui, par leur précocité même, attirent l'attention.

Ces enfants, si leur évolution ne se fait pas de manière satisfaisante, deviennent des hommes insupportables et dangereux, par l'insuffisance de leur intelligence figée et par la prétention de tout savoir que leur ont inspirée les succès faciles et les flatteries exagérées.

Alphonse XIII est un Bourbon d'Espagne qui a tous les défauts de son bisaïeul Ferdinand VII. Celui-ci, à force de ruses, de parjures, d'astuce et de trahisons, était capable de troubler, de désorienter le cerveau puissant de Napoléon. Le bisaïeul d'Alphonse XIII, dans le temps même où il abandonnait spontanément à Napoléon la couronne d'Espagne, se faisait passer auprès de ses sujets pour un infortuné prisonnier des Français. On comprend l'erreur de Napoléon. Jugeant le peuple espagnol par les rois misérables qu'il acceptait, il croyait avoir affaire à une nation avilie et sans courage : c'est ainsi qu'il entreprit une conquête qui devait lui être fatale. Si, pour juger aujourd'hui le pauvre peuple espagnol, on ne considérait que la personne de son roi actuel, on commettrait une pareille méprise.

Ferdinand VII, durant sa longue histoire, parla toujours bien et agit toujours mal. Cependant beaucoup de ses contemporains l'admirèrent dans sa jeunesse, voyant en lui un monarque sympathique qui parlait avec facilité et esprit. Quand il eut obtenu de Louis XVIII l'envoi de ces « cent mille fils de saint Louis » qui vainquirent les libéraux espagnols et le replacèrent sur son trône

de souverain absolu, il marqua sa satisfaction en rétablissant l'Inquisition et en faisant fusiller un grand nombre de libéraux.

A l'égard de ceux qui soutenaient sa cause, Ferdinand VII ne témoigna ni de plus de bonté, ni de plus de loyauté. Il se moquait également des uns et des autres. En Espagne, un seul homme comptait : le roi ; le reste de la population n'était qu'un misérable troupeau. Il excitait les absolutistes contre les libéraux ; si ces derniers avaient le dessus, il les poussait à massacrer ces hommes mêmes qu'il avait déterminés à se soulever.

Les Espagnols clairvoyants raillaient ce Tibère au nez bourbonien et au visage joufflu. « Gros-nez, face-de-gâteau. » Il connaissait fort bien ce surnom que lui avaient donné les libéraux ou « noirs » et les « blancs », c'est-à-dire les absolutistes, mécontents de sa déloyauté. Certains de ses intimes racontent que lorsqu'il se trouvait dans son palais, il prenait parfois sa guitare pour se distraire et fredonnait cette chanson :

Gros-nez, face-de-gâteau,
Les blancs et les noirs, il les aura...

Et effectivement, durant le règne de Ferdinand VII, innombrables furent les blancs et les noirs qui périrent victimes de ses diaboliques machinations. Ce Bourbon, je le répète, fut, dans sa jeunesse, aussi sympathique, aussi aimable que son arrière-petit-fils Alphonse XIII. Aussi, durant

ces dernières années, a-t-on commencé, en Espagne, à rappeler son souvenir, la comparaison entre le roi d'aujourd'hui et son bisaïeul venant facilement à l'esprit.

— Il vaut Ferdinand VII, disent beaucoup de ceux qui l'ont étudié de près et même furent ses ministres.

— Pardon, riposta un jour un des personnages les plus en vue de la politique conservatrice en Espagne. C'est Ferdinand sept... et demi.

Si l'on parle d'Alphonse XIII, une comparaison avec Guillaume II s'impose aussitôt à l'esprit. Au théâtre, on voit parfois passer au fond de la scène un figurant qui singe les manières du protagoniste de la pièce ; c'est ainsi qu'Alphonse XIII a toujours copié, reflété la personne de Guillaume II.

Il existe en Catalogne un fabricant de champagne espagnol qui se nomme Codorniu. Son vin, qui n'est pas mauvais, est l'objet de toutes les railleries car on le compare au champagne français, et cet infortuné liquide est devenu le symbole de toutes les imitations plus ou moins grotesques. D'un médiocre poète on dit, par exemple : « C'est Victor Hugo Codorniu », d'un mauvais général : « Napoléon Codorniu », etc... Alphonse XIII, quelques années avant la guerre, avait été surnommé : « Le Kaiser Codorniu. »

Le vieil empereur et le jeune roi se détestaient cordialement, en comédiens d'origines et d'âges différents qui prétendent jouer le même rôle. Ils

étaient de nature identique : même souci de cabotinage, même désir passionné d'attirer l'attention, d'intervenir en tout, de diriger tout, de prononcer des discours, de se croire désignés pour les manifestations les plus brillantes de la vie.

Même goût pour les déguisements. A deux heures de l'après-midi, Alphonse XIII s'habille en amiral, à trois heures en hussard de la Mort, à quatre heures en lancier. Il n'est heure du jour où on ne le voie apparaître avec un nouvel uniforme. Les vêtements militaires ne lui suffisent pas d'ailleurs : il s'habille en clown pour jouer au polo et atteint ainsi parfois un tel ridicule qu'en certaines circonstances on a dû interdire aux journaux illustrés de Madrid de reproduire les photographies de Sa Majesté ; on craignait que certains costumes de son invention ne donnassent à rire. Il est indiscutable qu'Alphonse XIII a toujours exécré Guillaume II. Deux nuages chargés de la même électricité se repoussent : pareillement une haine violente a toujours existé entre ces deux histrions royaux.

Guillaume II a toujours refusé de prêter son appui à certains familiers et conseillers d'Alphonse XIII, qui rêvaient d'anéantir la République du Portugal et de créer un empire ibérique, afin que l'arrière-petit-fils de Ferdinand VII pût se donner des airs d'empereur.

De son côté Alphonse XIII a fait tout ce qu'il a pu pour être désagréable à son impérial

maître... jusqu'au jour du moins où la guerre éclata.

Alphonse XIII était le fils d'une Autrichienne et bien que, au temps de son adolescence, il eût joué au collégien espiègle qui désobéit aux ordres de sa maman, la reine-mère n'en avait pas moins, au cours des années, regagné sur lui une grande influence, et, avec elle, toute sa cour d'archiducs ruinés et de supérieurs d'ordres religieux.

Enfin, si Alphonse XIII détestait la personne même de Guillaume II, il avait toujours admiré sa politique et approuvé ses tendances absolutistes. Il l'a bien prouvé récemment en détruisant le régime constitutionnel et en favorisant le triomphe de la dictature militaire.

Habile comédien, tout comme son bisayeul Ferdinand VII qui trompa Napoléon, Louis XVIII et même les plus dévoués de ses propres partisans, Alphonse XIII passa quatre années à mentir aux belligérants et à leur faire croire, aux uns comme aux autres, qu'il était à leurs côtés. Mais il ne put y avoir de doute sur ses sympathies réelles.

Alphonse XIII a été germanophile, comme sa mère et toute sa cour. Et il ne l'a pas prouvé seulement, on le verra, en se permettant à l'égard de la France les mots les plus ironiques et les plus durs... Lui, qui a toujours été le véritable maître de l'Espagne, qui n'a jamais fait que ce qu'il a voulu, jouait à la victime. Son amour pour

la France l'exposait, disait-il, à de grands dangers, il était entouré d'ennemis. On l'a entendu déclarer un jour :

— En Espagne, en fait de francophiles, il n'y a que moi et la canaille.

Et penser qu'il y a eu en France de pauvres sots pour répéter et admirer cette phrase d'une cruelle ironie ! La canaille, c'était nous, les écrivains, les professeurs de l'Université, les artistes, tous les intellectuels espagnols, qui avons été aux côtés des Alliés dès le premier jour.

Sais doute, aux yeux de l'arrière-petit-fils de Ferdinand VII, les gens distingués étaient représentés par l'aristocratie, ignorante et dévote, par la populace des campagnes, réactionnaire et féroce, qui applaudissait aux crimes commis par les Allemands et au torpillage des sous-marins.

Je ne connais pas personnellement Alphonse XIII. Jamais je n'ai voulu lui être présenté. Mais depuis des années, je l'observe avec l'intérêt que ressent un romancier qui étudie un document humain.

Ai-je assez souffert, pendant la guerre, de ne pouvoir m'exprimer librement, de ne pouvoir dire aux alliés quel était cet homme qui se prétendait leur ami... leur seul ami, avec « la canaille » ? Mais révéler la vérité à cette époque, ç'eût été provoquer un inutile scandale, dont seuls les Allemands eussent pu se réjouir. D'ailleurs, les hommes d'État français savent aussi bien que moi quelle sorte d'ami fut

Alphonse XIII. S'ils pouvaient faire connaître certaines notes, certains documents secrets qui existent dans leurs archives !

Mais le moment est venu de parler tout au moins de ce qui est public — quoique bien des gens l'ignorent complètement — et de dire la vérité, afin que cet homme retors et fourbe ait dans l'histoire la place à laquelle il a droit.

Les Bourbons d'Espagne ont toujours eu une sorte de talent diabolique pour tourner les obstacles et ne jamais cesser d'imposer leur volonté. Les desseins les plus violents, ils les dissimulent sous des apparences cordiales et paternelles. Ferdinand VII, qui fit fusiller des centaines de libéraux, ordonnait ces exécutions « pour le bien de la patrie ». Aussi les foules imbéciles voyaient-elles en lui un père.

L'amour du pouvoir absolu n'annihile pas chez Alphonse XIII le sentiment de la prudence. Il aime se donner l'air d'agir à l'instigation de ceux qui l'entourent. Ainsi, en cas de désastre, il peut livrer au châtement ses prétendus conseillers et se faire passer lui-même pour innocent. Jusqu'à la dernière minute, il refusa de croire au triomphe des Alliés ; mais comme il était le voisin de la France, il ne voulut pas se déclarer contre elle.

Pour pouvoir favoriser la politique germanophile, il commença par chercher un « alibi » : ce fut l'office qu'il organisa au palais pour l'échange des prisonniers. Quelques tables et quel-

ques employés lui permirent de se donner des airs de roi providentiel et bienfaisant : il fit en petit, mais avec une énorme réclame, ce que faisaient avec moins de bruit, mais sur une plus grande échelle, la Croix-Rouge et d'autres sociétés de bienfaisance suisses... S'il s'en fût tenu là, il mériterait des éloges, encore qu'un peu moins enthousiastes que ceux que lui ont décernés ses adulateurs. Grâce à son intervention, des soldats français, des belges, des allemands, des autrichiens ont pu regagner leurs pays... Mais au moment même où, officiellement, ostensiblement, il s'occupait de ces échanges, le roi travaillait, avec une persévérance bien plus grande et beaucoup moins de publicité, à favoriser les opérations navales allemandes sur les côtes de l'Espagne.

Pendant trois ans, les sous-marins allemands se sont ravitaillés dans les ports espagnols, de la manière la plus cynique, sous les yeux de tous nos marins. A l'embouchure de l'Èbre, près de Tortosa, de vieux ports presque complètement abandonnés, où ne venaient plus que de rares pêcheurs, ont servi de refuge aux sous-marins de l'Allemagne. Un Allemand, le baron de Rolland, travaillait à Barcelone, avec la plus magnifique impudence, à ravitailler les sous-marins en essence. Il avait sous ses ordres une bande de malfaiteurs occupés à terroriser tous ceux qui eussent pu songer à dénoncer ses actes. Un commissaire de police, du nom de Bravo Portillo, qui

depuis a été assassiné à Barcelone, tirait parti de ses fonctions officielles en avertissant le baron lorsque des navires alliés quittaient le port. Le baron, à son tour, avertissait les sous-marins par ses postes de télégraphie sans fil qui fonctionnaient en toute liberté.

En apparence, Alphonse XIII s'occupait d'échanger des prisonniers français et anglais contre des prisonniers allemands et autrichiens. Fort bien ! Mais en même temps, il était la cause de centaines de morts, car il laissait les sous-marins allemands évoluer en toute liberté. Rares étaient les semaines où ceux-ci ne torpillaient pas, dans les eaux espagnoles, sous les yeux de gens accourus sur le rivage, des navires de commerce français et anglais.

Ces navires, confiants en la loyauté de la monarchie espagnole, longeaient le littoral. Ils croyaient que le roi défendrait la neutralité de ses eaux, et par là, ils s'exposaient aux pires dangers, puisque les sous-marins allemands avaient leurs bases dans de petits ports de la côte et comptaient, dans les principales villes du littoral, de nombreux agents que le gouvernement tolérait et que le bas personnel de la police soutenait.

Un jour, les voyageurs de l'express Valence-Barcelone, dont la ligne suit la côte, purent voir de leurs wagons, au début de l'après-midi, un sous-marin allemand attaquer un vapeur allié qui se trouvait tout près du rivage.

La douce et poétique Méditerranée rejetait toutes les semaines sur les plages des centaines de cadavres. Je possède, tout près de Valence, une maison appelée la Malvarrosa. Comme je suis resté à Paris durant les cinq années de guerre, travaillant à la propagande en faveur des Alliés, mes amis eurent l'occasion de m'envoyer un grand nombre de lettres : toutes parlaient des horribles trouvailles que l'on faisait chaque matin sur le sable de la plage. Devant le perron de la maison, gisaient des cadavres que le séjour prolongé dans la mer avait gonflés : pauvres corps déchirés par les explosions, par les morsures des poissons, corps de femmes et d'enfants français qui se trouvaient à bord de vaisseaux venant d'Algérie, corps de marins des navires alliés employés à transporter des marchandises ou des matières premières. Tous avaient été à la mort, en se fiant à la neutralité espagnole, à la loyauté de ce roi perfide.

A la même époque, les industriels espagnols qui fabriquaient du matériel de guerre pour les alliés se trouvaient exposés aux plus grands dangers. Ce fut à Barcelone que l'on travailla le plus pour l'armée française : on y fabriquait des pièces d'armement détachées, les chaussures, des étoffes, etc... Les Allemands, afin d'effrayer les fabricants espagnols qui travaillaient pour la France, organisèrent une troupe de bandits chargés de lancer des bombes dans les usines et d'assassiner, si possible, les propriétaires. Ces épi-

sodés, qui ont l'air empruntés à des romans de Ponson du Terrail, sont authentiques. Le chef de la bande était un certain baron de Koenig. À vrai dire, tandis que le baron de Rolland, chargé du ravitaillement des sous-marins allemands, était un noble authentique, le baron de Koenig était un ancien garçon d'hôtel, un personnage rocambolesque qui s'était poussé à force d'assassinats. La bande du baron Koenig accusait les anarchistes et les terroristes d'être les auteurs des crimes qu'elle commettait. C'est ainsi qu'elle tua M. Barret, industriel en même temps que professeur à l'Université de Catalogne, un partisan enthousiaste des Alliés, qui faisait travailler dans ses ateliers pour l'armée française. Et s'ils n'assassinèrent pas un plus grand nombre d'industriels ententophiles, c'est que ceux-ci prirent de grandes précautions.

Le commissaire de police Bravo Portillo agissait d'accord avec le prétendu baron Koenig, ce qui assurait à ce dernier une complète impunité. De plus, cet étrange policier fournissait à son complice des renseignements de toutes sortes.

Lorsque la guerre fut terminée, ce bandit allemand, se trouvant sans occupation, offrit ses services et ceux de sa bande à certains industriels réactionnaires, particulièrement combatifs de nature : plusieurs ouvriers, coupables d'avoir organisé des grèves, furent assassinés par ces bandits. De ce jour date l'ère d'assassinats et de représailles entre les deux partis, qui dure encore au-

jourd'hui et qui, bien qu'un certain apaisement soit momentanément venu, recommencera peut-être demain. Mais ceci est une autre histoire, revenons au roi.

Jamais Alphonse XIII ne fit rien pour empêcher les prouesses que les Allemands accomplissaient dans son royaume sur terre et sur mer. Et, pour s'excuser par anticipation, il trouva la phrase « moi et la canaille sommes les seuls francophiles d'Espagne », qui donnait à penser qu'il n'était plus roi que de nom, qu'il n'avait plus aucun pouvoir, qu'en Espagne tout le monde se moquait de lui, le pauvre francophile.

Il en a menti. Pour le malheur de l'Espagne, il a toujours fait ce qu'il a voulu. Tout récemment, il lui a plu d'anéantir la constitution, de revenir à l'absolutisme intégral : en appelant à lui les généraux courtisans, il a agi en parfaite connaissance de cause. S'il avait voulu intervenir en faveur des Alliés ou simplement observer une neutralité armée, il eût pu le faire en 1914, sans aucun obstacle et même avec l'approbation d'une grande partie du pays. A ce moment-là, il n'avait pas encore commencé ses terribles fantaisies militaires du Maroc ; on le considérait comme un garçon étourdi mais sympathique, et il conservait encore un certain prestige. Une initiative en faveur des Alliés n'eût donc rencontré aucun obstacle. Mais il préféra, en toute connaissance de cause, laisser les Allemands agir librement en Espagne et, ce qui est plus grave, il empêcha ses

ministres d'entreprendre quoi que ce fût pour mettre un terme à l'insolence allemande.

En 1918, il se forma en Espagne un ministère de conciliation nationale où se trouvaient groupées des personnalités appartenant à divers partis politiques. M. Dato, ministre des Affaires Étrangères, fut chargé par ses collègues d'envoyer une note au gouvernement de Berlin pour protester contre l'usage que les sous-marins allemands faisaient des ports espagnols, et contre les exploits des pirates. Cette note eut pour résultat de démasquer le roi, dans des conditions qui ne laissèrent pas de stupéfier ses ministres.

L'ambassadeur d'Espagne à Berlin était un certain M. Polo de Bernabe, grand admirateur du kaiser. Cet homme tremblait d'émotion de se voir reçu familièrement, lui et sa femme, par l'empereur et l'impératrice. Aussi garda-t-il pour lui la note du gouvernement et refusa-t-il de la présenter. M. Dato, indigné d'un tel silence, lui envoya de nouveau l'ordre de remettre la note. L'ambassadeur lui fit alors la réponse la plus fantastique qu'ait jamais enregistrée l'histoire de la diplomatie :

— La note est trop forte, dit-il, et je ne veux pas la remettre à l'empereur. Cela lui ferait du chagrin et c'est un si brave homme !

Le gouvernement, qui avait pressenti dès le début que le roi Alphonse XIII devait être mêlé à l'affaire — sinon l'attitude de l'ambassadeur eût été incompréhensible — prépara un décret rele-

vant M. Polo de Bernabe de ses fonctions pour refus d'obéissance à ses supérieurs, et présenta le décret au roi.

Alphonse XIII refusa de le signer et fit une réponse qui ressemblait à celle de son ambassadeur :

— J'apprécie beaucoup mon représentant à Berlin et je ne veux pas lui faire la peine de signer sa destitution.

On voit que le roi, qui n'est pourtant qu'un monarque constitutionnel, considérait les ambassadeurs et les ministres comme des représentants de sa personne et non de la nation espagnole. Il réglait les affaires directement avec eux sans se soucier de ses ministres responsables, et en agissait de même d'ailleurs avec les généraux auxquels il donnait ses instructions sans passer par le ministère de la Guerre, ainsi que l'exige la constitution.

Un autre fait : au cours de la guerre, Alphonse XIII, qui désirait être considéré comme une autorité en matière militaire (toujours Guillaume II !), s'entretenait fréquemment de la marche des opérations avec l'attaché militaire de l'ambassade de France à Madrid ; puis il avait des conversations du même genre avec l'attaché militaire de l'ambassade d'Allemagne. Mais, un jour, les Français étant arrivés à découvrir la clef dont l'ambassade d'Allemagne à Madrid faisait usage, purent lire les dépêches qui étaient envoyées par télégraphie sans fil à Berlin. Ce

fut grâce à cette clef, soit dit en passant, qu'ils découvrirent l'existence et les trahisons de la danseuse espionne Mata-Hari.

Les Français remarquèrent vite que l'attaché allemand de Madrid transmettait à son gouvernement beaucoup de renseignements d'un caractère extrêmement confidentiel que l'attaché français avait communiqués à Alphonse XIII. Pour lever les derniers doutes, le dit attaché donna au roi quelques informations fausses qu'il prétendit avoir reçues de son gouvernement. Quelques heures après, l'ambassade d'Allemagne de Madrid transmettait ces fausses nouvelles à Berlin.

Inutile de dire que les Français cessèrent de faire des confidences à Alphonse XIII. Je n'affirme pas que le roi, en la circonstance, faisait sciemment de l'espionnage, qu'il avait le dessein de trahir une nation qu'il déclarait « amie » ; mais l'incident suppose pour le moins une abominable légèreté, une absence totale de pondération, une tendance à traiter les affaires de l'État avec autant de désinvolture que les conversations de la Potinière, à Deauville.

Tant que dura la guerre, les agents allemands et leurs bandes tentèrent — en vain d'ailleurs, — de terroriser les partisans des Alliés et ravitaillèrent les sous-marins. Un jour on vit des Allemands installer non loin de l'entrée du port de Valence des espèces de radeaux. « Ce sont des appareils pour étudier la force des vagues et la

possibilité de les utiliser », expliquèrent-ils. Ces espions déguisés en savants se préoccupaient de ces paisibles études en pleine guerre et considéraient que, dans toutes les mers du globe, aucun endroit n'était plus propice à leurs travaux que le paisible golfe de Valence, à mi-chemin entre Marseille et Alger. Sous prétexte d'examiner leurs appareils, ils s'embarquaient à toute heure du jour dans des canots automobiles qui leur appartenaient. Inutile de dire que ces appareils étaient simplement des caissons remplis d'essence, et servaient à ravitailler les sous-marins. Il y eut de nombreuses protestations contre ces étranges savants et leurs mystérieuses recherches. Voix perdues au milieu du désert ! Qui en eût tenu compte alors que tout le monde en Espagne était convaincu que le roi était allemand ? Nous, les francophiles, n'attachions nullement foi à ses déclarations en faveur de l'Entente. Comment eussions-nous pu le croire, alors que nous ne lui avions jamais vu accomplir un seul geste sérieux en faveur des Alliés ? Par contre, de toutes parts, nous voyions des preuves de sa complicité avec les Allemands.

Alphonse XIII, Primo de Rivera et tant d'autres fantoches costumés en généraux, ne furent francophiles qu'en 1918, lorsque le triomphe des Alliés leur parut inévitable et imminent.

Ce n'est pas à moi qu'il faut en remonter sur ce chapitre. Durant les premiers mois de la guerre je me suis trouvé seul avec une dou-

zainé d'amis espagnols pour défendre publiquement la cause française ; en 1915, je faillis être assassiné à Barcelone par les bandes de scélérats qui « travaillaient » là pour le compte des Allemands ; je me suis vu finalement « invité » par le gouvernement, avec une sollicitude quelque peu suspecte, à sortir le plus tôt possible de ma patrie, parce que j'y étais revenu pour y parler en faveur d'une neutralité loyale. Et voici qu'Alphonse XIII et Primo de Rivera déclarent qu'ils sont les amis des Alliés. Laissez-moi rire !

En restant muet au début de la guerre, Primo de Rivera et les autres généraux ont vraiment laissé échapper une belle occasion. Ils eussent rendu un véritable service aux officiers supérieurs espagnols en prenant la parole à cette époque.

Des centaines, ou des milliers de généraux qui existent en Espagne, quelques-uns seulement firent preuve dès le premier jour, dans leurs commentaires des opérations, d'un jugement impartial et indépendant. Quant aux autres généraux, leur attitude fut simplement méprisable.

Un grand nombre de généraux, amateurs d'émeutes et de coups d'État, vivant aujourd'hui dans l'ombre du Directoire, firent des déclarations sur la bataille de la Marne. Ce sont des documents que je conserve. Avec quel éclat, ô grand Flaubert, n'eussent-ils pas figuré dans ton *Dictionnaire de la bêtise humaine* !

III

LES PETITES ET LES GRANDES AFFAIRES DU ROI

Tant qu'Alphonse XIII fut jeune, les succès de la vie consistèrent pour lui à être un automobiliste vertigineux, un bon tireur de pigeons, un excellent joueur de polo... Il était le premier dans les sports les plus divers, et cela ne m'étonne point : les rois sont toujours les premiers en tout, lorsqu'ils vivent entourés de courtisans.

Sensuel par tempérament, il considère que son passage dans le monde doit comporter tous les plaisirs matériels, toutes les satisfactions de la vanité. Je ne considère pas un tel état d'esprit comme extraordinaire. Beaucoup de gens, qui ne sont pas rois, pensent de même. Les louanges de son entourage, une confiance orgueilleuse en sa propre valeur, le portèrent à croire qu'en toutes choses il était inégalable. Alphonse XIII ne se contente pas d'être roi. Il est le premier soldat d'Espagne, le premier agriculteur, le premier marin, le premier... tout. Il lui a seulement manqué de peindre des tableaux et d'écrire des livrets d'opéra comme son maître Guillaume « au bras court ». Mais tout peut venir avec le temps.

Tout d'abord, ce jeune homme « sympathi-

que », qui se contentait de raconter des histoires plaisantes et de dire des gamineries dans les banquets, s'est avisé de devenir orateur et il prononce maintenant presque autant de harangues que Primo de Rivera.

Il se lance avec intrépidité dans un discours, comme un médiocre nageur qui pique une tête dans une mer agitée, et qui se laisse entraîner de côté et d'autre, au hasard des vagues. Ainsi le roi : il n'est pas maître de ses paroles, ce sont elles qui l'entraînent et lui font dire des choses qu'il ferait mieux de taire. On l'a vu se compromettre par des indiscretions de toutes sortes. Des preuves : le discours de Cordoue ; celui du Vatican devant le Pape... Mais j'en parlerai tout à l'heure.

Ayant avancé en âge, se sentant capable de prononcer des discours en public sur un ton et avec une voix qui, d'après ses auditeurs, rappelle celle des nonnes, ce jeune homme, qui était sympathique comme peut l'être un sous-lieutenant plein d'entrain, en arriva à croire à son génie d'homme d'État. Il se tenait pour supérieur à tous les hommes politiques de la monarchie. L'Espagne, à l'en croire, était un pays disgracié parce que lui, le souverain, était enchaîné par le régime constitutionnel. Les rois d'Angleterre, d'Italie et des autres pays européens le sont également, mais ils n'ont évidemment pas sa valeur personnelle. Qu'on le laissât gouverner seul, comme son bisaïeul Ferdinand VII, et l'on verrait alors avec quelle facilité

changerait la vie de la nation : elle connaîtrait aussitôt une ère de grandeur et de prospérité ! Ce miracle pourrait être réalisé grâce à l'appui de l'armée qui doit être l'armée du roi plutôt que celle de la nation.

Ce porteur d'uniformes dit à chaque moment : « Moi qui suis un soldat » ou « Nous, les soldats ! » Un jour, comme il venait de répéter en plein conseil des ministres : « Nous, les soldats... » un des ministres lui répondit qu'il était un roi et non un soldat.

— Et un roi, continua ce ministre, doit demeurer au-dessus des militaires et des civils : ainsi, en cas de conflit entre ces deux éléments, il peut conserver une entière impartialité.

Ce soldat aux innombrables uniformes, ce stratège dont les généraux se font battre par les Marocains, a toujours soin de se tenir loin de la guerre. Mais l'impartialité m'oblige d'ajouter que les généraux aussi bien que les courtisanes lui conseillent cet éloignement, et cela non pas seulement par esprit de flatterie, mais aussi parce qu'ils redoutent sa présomption, sa mégalo-manie, sa propension à croire qu'il sait tout, qu'il peut diriger tout.

Parlant un jour, loin de l'Espagne, avec un ami d'Alphonse XIII, je lui exprimai combien j'étais surpris que « le premier soldat espagnol » ne fût jamais allé à la guerre, bien que les opérations au Maroc se prolongeassent depuis des années.

— Ah ! non ! qu'il n'y aille pas ! s'écria ce courtisan avec frayeur. Il embrouillerait tout. Et les opérations marcheraient encore plus mal qu'aujourd'hui.

Éprouvant le vaniteux désir d'être roi absolu et de gouverner la nation à sa fantaisie, Alphonse XIII a donc supprimé le régime constitutionnel ; il tient à exercer le pouvoir sans la collaboration des ministres.

Alphonse XIII se considère comme pauvre. Il touche chaque année une respectable liste civile, indiscutablement supérieure à celle que l'état économique de l'Espagne comporterait raisonnablement ; mais cela ne suffit pas à couvrir ses dépenses de luxe et celles de sa famille, qui augmentent chaque jour.

Sa mère, la reine-régente, était parvenue à constituer une fortune énorme pendant qu'elle exerçait le pouvoir. Je dois ajouter que cette fortune eut une origine légitime : elle avait mis de côté, avec persévérance, les millions que lui donnait la nation. La mère d'Alphonse XIII vécut très modestement durant la minorité de celui-ci : elle soumettait toutes les dépenses du palais à un régime de stricte économie, tout comme une bourgeoise qui épargne sur les dépenses de sa maison. Son unique préoccupation fut d'empêcher la chute de la monarchie, après les désastres de Cuba et des Philippines et d'élever Alphonse XIII : elle consacrait tous ses soins à la santé de ce fils de moribond, engen-

dré durant les dernières semaines de la vie de son père.

Au dire des personnes appartenant à la cour d'Espagne — et c'est un fait bien connu à Madrid — la reine-mère redoutait constamment de voir sa famille détrônée et, par contre, l'empire d'Autriche lui semblait devoir être immortel. C'est pourquoi elle confia tous ses millions à un archiduc qui était son oncle. Celui-ci les fit fructifier en bon administrateur, mais lorsqu'il mourut, il y a quelques années, on constata qu'il n'avait pas pris la précaution d'indiquer dans son testament quels étaient ses biens et quels étaient ceux qui appartenaient à sa nièce doña Cristine. Celle-ci se trouva dans une situation particulièrement difficile pour recouvrer les sommes énormes qu'elle avait économisées. Les héritiers de l'archiduc, qui étaient tous parents de la reine, refusèrent de lui rendre ce qui lui appartenait ; finalement, on régla les choses à l'amiable, mais la dame ne put rentrer en possession, paraît-il, que d'une minime partie de ses économies.

Alphonse, qui s'intitule « roi moderne », n'espère pas hériter grand'chose de sa mère et n'a qu'un seul désir : gagner de l'argent. Il dépense beaucoup plus que ne le lui permet sa liste civile et comme, d'un autre côté, il ne se considère pas comme absolument sûr de rester roi jusqu'à sa mort, il a recours aux affaires pour amasser une fortune. C'est ainsi qu'il a exposé, à plusieurs

reprises, le prestige de la monarchie en se compromettant, avec la légèreté de son caractère, dans toutes les affaires qu'on lui proposait. Mais ce sont des affaires dans lesquelles il ne risque pas de fonds et où il n'apporte que son influence personnelle.

Quelques journaux ont parlé des actions que lui a remises la fabrique d'automobiles Hispano-Suiza, établie à Barcelone : ces actions sont déposées au nom d'un de ses courtisans. On a parlé également des actions de la Compagnie de Navigation la « Transméditerranéenne » et des actions du Métropolitain de Madrid, dont la concession a été accordée dans des conditions illégales : une autre entreprise avait demandé auparavant d'exécuter les travaux de construction, mais le roi préféra appuyer la société actuelle du Métropolitain de Madrid et imposa sa volonté au personnage qui était, à cette époque, le maire de la capitale.

Tout le monde connaît les liens d'étroite amitié qui unissent le roi d'Espagne et un Belge, M. Marquet, personnage dont le seul titre sérieux est d'être propriétaire de la roulette et du trente-et-quarante à Saint-Sébastien.

Alphonse XIII a toujours cherché à devenir l'ami des grands multimillionnaires des États-Unis. Quand le yacht de l'un d'eux arrive à Saint-Sébastien ou à Santander, le roi donne plus de marques de déférence et d'admiration que s'il s'agissait de la galère du Pape. Pourtant, il n'est arrivé, jusqu'ici, à connaître d'autres hommes

d'affaires que M. Marquet, propriétaire de la roulette de Saint-Sébastien, M. Cornuché, propriétaire des jeux de Deauville, et un certain M. Pedraza de qui nous parlerons tout à l'heure.

L'amitié d'Alphonse XIII pour M. Marquet est telle que, il y a quelques années, on eut des raisons de croire que le roi allait lui donner un titre de noblesse et le nommer baron... Baron du « numéro plein », disaient les uns ; « du rouge et noir », affirmaient d'autres. Mais les Belges se livrèrent à des commentaires de telle nature que le roi et son protégé renoncèrent à ce projet.

Le Casino de Saint-Sébastien ne fonctionne que l'été. M. Marquet, songeant avec envie au Casino de Monte-Carlo qui est ouvert toute l'année, chercha une combinaison qui lui permit d'exploiter les Espagnols pendant l'hiver et fonda, en plein centre de Madrid, ce qu'on appelle le « Palais de glace ». Le rez-de-chaussée de ce bâtiment sert au patinage ; les autres étages sont destinés au trente-et-quarante et autres douceurs. Les souverains espagnols assistèrent à l'inauguration de cette maison de jeux polaire établie au cœur de leur capitale. M. Marquet, comme propriétaire de l'établissement, eut l'honneur de recevoir la reine d'Espagne : et, lui donnant le bras, il lui montra toutes les splendeurs de l'édifice.

Récemment, Alphonse XIII a formé une écurie de chevaux de course et s'occupe de les faire courir, particulièrement à Saint-Sébastien. Dans les milieux aristocratiques bien informés de l'af-

faire, on murmure que Don Alphonse n'a pas assez d'argent pour entretenir cette écurie et l'on soupçonne qu'elle appartient en réalité à M. Marquet. Le cheval *Ruban* est le meilleur de l'écurie. Quand il court dans les courses de Saint-Sébastien, il gagne toujours. Ce n'est point extraordinaire. La piste de Saint-Sébastien est terre espagnole et, par là même, appartient à Alphonse XIII qui peut faire d'elle ce qu'il veut.

Les gens qui parient contre *Ruban* et qui perdent leur argent, se rendent coupables de lèse-majesté en criant qu'on les a volés. Mais je ne puis ajouter foi à ces irrespectueuses déclarations. Il est vrai que *Ruban*, lorsqu'il court en Belgique, arrive toujours cinquième ou sixième. Mais cela prouve seulement que, comme son maître est Espagnol, il court mieux dans son pays, sur un terrain bien préparé.

L'autre homme d'affaires d'Alphonse XIII est M. Cornuché qui, il y a trois ans, organisa à Deauville l'apothéose de l'histrion royal.

Il faut rappeler les conditions dans lesquelles eut lieu ce voyage. Les troupes espagnoles avaient subi, quelques mois auparavant, le désastre le plus inouï que l'on ait enregistré dans l'histoire des guerres coloniales. La défaite du général italien Barattieri, en Abyssinie, peut seule lui être comparée. Quinze cents Espagnols étaient prisonniers des Marocains d'Abd el Krim. Il faut savoir ce que cela veut dire : être prisonnier des Rifains ! Pour beaucoup d'hommes, cela est bien

pire que de tomber entre les mains d'une tribu d'anthropophages de l'Océanie. Il vaut mieux mourir que de souffrir les outrages et les infamies de ces barbares, héritiers des passions contre nature des siècles passés.

A cette époque, je ressentais constamment une tristesse profonde en songeant que des centaines de mes compatriotes subissaient la pire des captivités, qu'ils connaissaient toutes les souffrances, qu'ils manquaient de tout, qu'ils étaient brutalisés. Et ce fut à ce moment qu'Alphonse XIII, acceptant une invitation de Cornuché, se rendit à Deauville pour qu'on pût admirer son élégance et son esprit à la Potinière et au Casino... Il eut ainsi la joie d'être jugé « sympathique » par la foule des dames maquillées qui formaient son cortège d'admiratrices.

Je ne veux pas croire que le roi d'Espagne, lorsqu'il effectua ce voyage, ait eu présents à l'esprit les Espagnols prisonniers. Je lui fais la faveur de croire qu'il les avait oubliés et que, s'il agit d'une manière aussi monstrueuse, ce fut avec l'inconscience propre à sa nature légère. Mais de toutes manières, le spectacle parut si surprenant que beaucoup de journaux étrangers blâmèrent Alphonse XIII et que les chansonniers de Montmartre lui prodiguèrent leurs satires. L'ambassadeur d'Espagne à Paris dut intervenir officieusement pour qu'on ne raillât pas davantage Alphonse XIII, héros de la Potinière de Deauville.

L'héritier de Ferdinand VII prit goût à ces visites dans les domaines de M. Cornuché. Celui-ci qui exploite, en été, Deauville et en hiver, Cannes, commença d'annoncer pour l'hiver suivant la venue du roi d'Espagne à Cannes. Le prétexte du voyage était une visite aux Bourbons détrônés de Naples, ducs de Caserte, qui vivent retirés à Cannes. Mais en réalité, la visite était pour Cornuché qui commença à faire des dépenses pour que rien — au point de vue du confort et du faste — ne manquât à son *roisandwich*, qui allait, par sa présence, faire de la réclame au casino.

Mais il y eut en Espagne un mouvement d'indignation, plus marqué d'ailleurs dans les hautes classes que dans le peuple qui ignore ce que sont Deauville et Cannes. A la Chambre des députés même, les partis de l'opposition critiquèrent le voyage prochain du roi à Cannes, et celui-ci dut y renoncer.

Peut-être murmura-t-il alors, comme son aïeule, la sentimentale Isabelle II, quand, en pleine vieillesse, on la sépara de son dernier secrétaire :

— Quel métier que celui de roi ! On contrarie toujours vos goûts et vos plaisirs !

Ces dernières années, Alphonse XIII crut avoir trouvé l'homme d'affaires dont il avait besoin pour devenir riche, en la personne d'un certain M. Pedraza, Espagnol ayant roulé dans toute l'Amérique. C'est un homme actif, intelli-

gent et que d'aucuns traitent d'aventurier.

Si on lui donne ce titre c'est sans doute parce qu'il a fait quelquefois de la prison à la suite de la déconfiture de certaines affaires commerciales.

Tel est le personnage qui est devenu l'ami intime d'Alphonse XIII et son grand homme d'affaires.

Comme le caractère du roi d'Espagne est extrêmement léger et que ce M. Pedraza est un fantaisiste plein de faconde qui ne cesse de parler de ses amis, les multimillionnaires de Wall Street et de la City, le roi le prit pour une espèce de Morgan ou de Rockefeller, capable de l'enrichir en quelques mois aux dépens de l'Espagne.

Ce monsieur Pedraza (qui a fait des séjours à la prison de Barcelone) peut montrer des lettres et des télégrammes signés « Alphonse Roi ».

Les plans financiers de Pedraza furent toujours de brillantes divagations où se mêlaient la vérité et le mensonge. Ils eussent permis — c'eût été là leur unique résultat certain — de lancer dans le monde des centaines de millions de titres dont l'émission eût rapporté une cinquantaine ou une centaine de millions aux organisateurs de l'opération. Pedraza promettait l'appui d'un groupe de financiers et d'industriels anglais et américains, tout prêts, déclarait-il, à faire passer en Espagne des milliards qu'ils placeraient dans les affaires. Seulement, ils de-

mandaient quelques garanties — quelque chose comme le monopole de toutes les ressources nationales. Pour faire passer cette terrible opération, Pedraza promit de faire construire un chemin de fer direct de Madrid à Valence, et un autre de la frontière à Algésiras. Les banquiers espagnols protestèrent contre une opération dont le but était de s'emparer de toutes les affaires d'Espagne. Le royal associé de Pedraza allait vendre l'Espagne à la finance étrangère pour quelques millions versés d'un coup. La presse française combattit également les projets de Pedraza.

Heureusement, le ministre des Finances était alors M. Pedregal, un ancien républicain, passé à la monarchie, mais homme intègre qui, par son austérité, montrait qu'il n'avait pas oublié ses origines démocratiques. M. Pedregal s'opposa énergiquement à de pareils projets et les capitalistes qui étaient derrière Pedraza durent se retirer.

Depuis la défaite de Pedraza, Alphonse XIII n'a plus eu qu'une idée : gouverner sans les entraves constitutionnelles, et, comme il l'a dit peu de jours après le triomphe du Directoire, être « le seul maître ».

Il est facile d'imaginer la psychologie d'un monarque qui se considère comme pauvre parce qu'il dépense beaucoup, et qui, comme roi constitutionnel, ne peut compter sur d'autres ressources que celles fixées par le pouvoir législatif.

Son désir est d'être monarque absolu, de ne pas avoir de ministres qui lui demandent des comptes, de pouvoir confondre sa fortune propre et celle du pays, ainsi que l'ont fait en d'autres siècles les rois dilapidateurs qui finirent par provoquer des révolutions.

De plus, avec des ministres constitutionnels qu'il faut consulter à chaque instant et avec lesquels il faut compter, puisqu'ils doivent signer les décrets, les grosses affaires, du genre de celles de l'ami Pedraza, ne sont pas possibles. Il est nécessaire d'être le maître absolu pour pouvoir ramasser de l'argent.

Je dois dire qu'Alphonse XIII renonça momentanément à réaliser la combinaison Pedraza, en voyant que ses ministres constitutionnels n'acceptaient pas l'affaire. Puis, récemment, le régime constitutionnel ayant été supprimé et l'Espagne réduite en esclavage par le Directoire de généraux, le roi crut que le moment était arrivé de reprendre en mains la grande affaire de sa vie. Pedraza, qui se trouvait à l'étranger, reçut un télégramme de son royal associé, télégramme qu'il montra aux capitalistes de Londres et d'autres pays, pour qu'ils appuyassent son affaire.

« Viens vite, — disait le télégramme, — tout est préparé. Alphonse R. »

Mais Primo de Rivera et les autres généraux du Directoire ne voulurent pas accepter l'énorme plan financier patronné par Alphonse XIII. Ce

n'est pas la vertu qui leur inspira ce refus. Le Directoire cherche à s'appuyer sur les hommes de la droite : il eut peur de s'aliéner les sympathies des banquiers espagnols et des classes capitalistes. De plus, il y eut, dans leur refus, une certaine part d'égoïsme. Primo de Rivera sait, comme tous les Espagnols, que l'affaire Pedraza est l'affaire du roi. Pourquoi l'appuyer et assumer une responsabilité, sans bénéficier personnellement d'aucun avantage positif ?

Pour désirer devenir un monarque absolu, Alphonse XIII eut une autre raison, dans les derniers temps du gouvernement constitutionnel, c'est-à-dire il y a un peu plus d'un an.

M. Pedragal, le ministre des Finances, avait fait échouer, par son énergique opposition, l'affaire de Pedraza. La guerre du Maroc avait, en effet, mis en lumière la responsabilité personnelle du roi dans les désastres qu'avait subie l'armée espagnole.

La pauvre Espagne est, pour Alphonse XIII, quelque chose comme une de ces boîtes de soldats de plomb que l'on vend dans les bazars. Cet éternel jeune homme a voulu jouer au monarque important en Europe, et c'est pourquoi il a accepté, à Algésiras, le protectorat du Rif, c'est-à-dire d'un pays qui passe pour appartenir au Maroc, alors que jamais, au cours des siècles, les sultans marocains n'ont pu y établir réellement leur autorité.

Au banquet diplomatique d'Algésiras, on

fit donc cadeau à la pauvre Espagne d'un os que personne ne pouvait ronger : le Rif. Alphonse XIII l'accepta avec joie, avec une gaieté de sous-lieutenant, toute semblable à celle du kronprinz lorsqu'il parlait de la guerre « fraîche et joyeuse ». L'important pour le roi était de montrer qu'il était un aussi grand chef que Guillaume II. C'est ainsi que commença la guerre du Maroc, la plus incompréhensible et la plus absurde de l'histoire. L'Espagne a au Maroc, depuis quatorze ans, la plus importante des armées qui exista jamais en Afrique : plus de cent mille hommes. Parfois, elle atteignit cent vingt mille hommes, et même plus. Les montagnards qui combattent cette armée sont au nombre de huit ou dix mille, ils ont peu de munitions, et pourtant l'armée espagnole n'a jamais remporté une victoire décisive et a été mise en déroute à maintes reprises.

Il faut ajouter, pour que la chose apparaisse encore plus inexplicable, que l'Espagnol se bat avec courage. J'ai parlé à quelques militaires français de grande valeur qui ont vu cette guerre de près, et tous sont d'accord sur ce point : l'officier espagnol combat avec le courage de l'homme qui a fait le sacrifice de sa vie. Quant au soldat, il se contente de se battre avec résignation. Il ne ressent aucun enthousiasme pour cette guerre qui ne le touche en rien. Mais, en fin de compte, il fait son devoir, il va de l'avant et se fait tuer. Les officiers, par esprit professionnel, s'exposent avec une audace presque excès-

give... Et pourtant, les défaites suivent les défaites... Ce qui prouve que cette armée est une organisation dynastique et non une institution nationale. Les Espagnols se battent parce que le roi a voulu faire figure de grand chef au Maroc, et parce que son entourage a l'espoir de mettre la main sur les mines du Rif, mines quelque peu fantastiques, dont personne ne connaît la véritable valeur et à propos desquelles Abd el Krim a entrepris des négociations avec des hommes d'affaires de tous les pays.

Pour expliquer les perpétuelles défaites de l'Espagne au Maroc, il suffirait de dire que c'est Alphonse XIII qui, en réalité, dirige de Madrid les opérations. Comment ne s'occuperait-il pas de la guerre, ce jeune homme qui est né avec des connaissances universelles et qui s'intitule « le premier soldat d'Espagne » ?

Tout le monde se souvient de la catastrophe dont l'armée espagnole a été victime en 1921, de l'immense désastre d'Annual.

En la circonstance, Alphonse XIII s'était entendu directement avec le général Silvestre, gouverneur de Melilla, pour régler une opération rapide et décisive qui devait permettre aux troupes espagnoles de traverser le Rif et d'atteindre la baie de Alhucemas. Tout le pays devait tomber en notre pouvoir, les tribus, surprises et quasi anéanties, seraient contraintes de se soumettre instantanément, tout cela grâce à la stratégie éblouissante du roi d'Espagne.

Le général Silvestre était un soldat courageux et un brillant cavalier, capable d'obéir, incapable de commander ; bref, toutes proportions gardées, une façon de Murat.

Alphonse XIII fut le Napoléon de ce hussard héroïque ; il se mit d'accord avec lui, sans consulter en rien le ministre de la Guerre. Le général Silvestre, avant d'entreprendre cette absurde attaque, vint à Madrid pour se mettre d'accord avec son « général en chef », le roi.

Dans un banquet qui eut lieu à Valladolid — le motif en était une fête à l'Académie de cavalerie — les deux hommes choquèrent leurs verres.

— Le 25 juillet, dit Silvestre, je promets à Votre Majesté que j'aurai atteint la baie de Alhucemas.

Le général retourna à Melilla et entreprit l'opération en utilisant ses connaissances stratégiques de cavalier et la grande science militaire du roi.

On ne peut imaginer plan plus simple : marcher de l'avant, toujours de l'avant. Le général Silvestre, qui était un brave, surprit au début les Arabes qui se trouvaient sur sa route. Dans les premiers jours de cette avance, il s'empara d'un mont célèbre par son importance stratégique et envoya aussitôt un télégramme au roi. Celui-ci lui répondit avec enthousiasme, employant le langage propre aux courses de taureaux : « Ole les hommes ! Le 25, je t'attends ! » Hélas ! ce

25 n'est pas encore venu. Quatre années ont passé et il attend toujours, le «Kaiser Codorniu».

Les tribus d'Abd el Krim laissèrent avancer l'intrépide Silvestre qui, dans son ardeur, se préoccupa à peine de maintenir le contact avec ses bases de secours et de ravitaillement. Les Marocains l'isolèrent, l'encerclèrent, lui coupèrent la retraite, et il mourut en combattant... Des milliers d'Espagnols tombèrent comme lui. Quinze cents hommes seulement, parmi lesquels le général Navarro, échappèrent à cette tuerie : les Marocains les firent prisonniers.

On estime que ce désastre coûta la vie à dix ou douze mille Espagnols : les Rifains ramassèrent sur le champ de bataille un matériel de guerre valant des millions de pesetas. Pour oublier ce petit incident, l'ami de M. Cornuché se rendit à Deauville, quelques mois après. Mais il ne put point, sans doute, ne pas penser au récent désastre...

Comme tous les artistes médiocres, dont la vanité est chatouilleuse, il était convaincu que son plan était magnifique et que, s'il avait échoué, la faute en était aux exécutants.

Quand les Rifains exigèrent cinq millions de pesetas pour rendre la liberté aux soldats qui avaient été faits prisonniers à Annual, le spirituel jeune homme s'écria :

— Elles coûtent cher, ces poules mouillées !
Tous les Espagnols éclairés se sont rendu compte de la responsabilité d'Alphonse XIII dans

le désastre d'Annuaï. Pour la première fois depuis de nombreuses années, le Parlement espagnol donna des marques d'énergie et d'indépendance. Il se forma à la Chambre des députés une commission composée de membres appartenant aussi bien aux groupes dynastiques qu'aux partis de l'opposition. Cette commission, dite des Vingt et un, ouvrit une enquête et fit comparaître devant elle de nombreux généraux.

Pour la première fois en Espagne, on vit des militaires, — on sait leur orgueilleuse prétention d'appartenir à une caste supérieure, — comparaître devant un tribunal civil et y déposer comme témoins ou comme futurs accusés.

La commission écouta des déclarations, eut en mains des documents qui lui prouvèrent que le général Silvestre avait agi conformément aux ordres et aux plans stratégiques du roi d'Espagne. De plus, une partie des lettres échangées entre le roi et le général Silvestre fut découverte dans des circonstances passablement romanesques.

Le lecteur se souvient qu'à la suite de la déroute inattendue et complète de Silvestre, les Rifains victorieux s'avancèrent jusqu'aux portes de Melilla et que, s'ils ne pénétrèrent pas dans la place, ce fut faute de décision. Pour toute garnison, la ville n'avait que quelques soldats malades ou blessés. Pour donner courage aux habitants, des musiques militaires sillonnaient les rues en faisant retentir leurs instruments. La si-

tuation était désespérée. C'est alors qu'arriva le général Berenguer avec les premières forces qu'il avait pu embarquer dans le Maroc occidental espagnol. Et à ce moment, quelqu'un, — on ne sait pas exactement qui, — força les tiroirs de la table de travail du défunt général Silvestre, et trouva dans un coffret une partie de sa correspondance avec Alphonse XIII.

Là se trouvait le fameux télégramme : « Ole ! les hommes ! Le 25, je t'attends ! » Là aussi, parmi d'autres, une lettre où le roi donnait à Silvestre le conseil suivant : « Fais ce que je te dis et ne te préoccupe pas du ministre de la Guerre : c'est un imbécile. »

Ce ministre de la Guerre traité d'imbécile par un roi constitutionnel qui agissait derrière son dos, était un civil, le vicomte de Eza. On me dit que lorsqu'il eut connaissance de cette lettre, il resta longtemps sans vouloir voir le roi, pour éviter la honte de le saluer. Aujourd'hui, peut-être le salue-t-il, car les hommes qui ont affaire aux rois considèrent bien souvent que leurs souverains leur donnent une preuve de confiance affectueuse en les traitant d'imbéciles.

La commission des Vingt et un, après avoir entendu de nombreux témoins, considéra que l'instruction était terminée. La culpabilité du roi résultait aussi clairement des témoignages oraux que des documents.

Alphonse XIII suivit avec inquiétude le travail de cette commission dont les fonctions étaient

entièrement nouvelles. On allait donc faire connaître publiquement au Parlement sa malheureuse intervention dans la guerre, ses actes de monarque absolu, son mépris de la Constitution.

Il fallait étouffer ce gigantesque scandale ; c'est pourquoi il hâta le coup d'État que préparaient les militaires, le coup d'État qui institua le Directoire actuel.

L'armée conspirait déjà, d'accord avec le roi, mais la révolution devait avoir lieu à une date bien ultérieure. Alphonse XIII, apprenant que la commission des Vingt et un avait terminé ses travaux et qu'elle les ferait connaître publiquement le 20 septembre, donna à Primo de Rivera l'ordre d'avancer la date de la révolte en Catalogne.

Primo de Rivera hâta ses préparatifs, puisque l'appui du roi lui donnait toute sécurité, et déclancha le soulèvement le 13.

Un des premiers actes des militaires triomphants, fut d'envoyer un officier de toute confiance, suivi d'une forte escorte, à la Chambre des députés. Dans une des salles du Congrès, celle-là même où s'était réunie la commission des Vingt et un, était gardé le dossier sur « les responsabilités du désastre d'Annual ».

L'envoyé du Directoire s'en empara et personne n'entendit plus jamais parler de ces importants documents. Sans doute ont-ils été détruits. Mais les hommes qui ont fait partie de la commission vivent toujours et beaucoup d'entre eux

conservernt des notes sur les déclarations qu'ils ont entendues, sur les documents qu'ils ont lus.

IV

PRIMO DE RIVERA ET SES ACOLYTES

Au cours de ces cinquante dernières années, la monarchie espagnole n'a eu qu'une préoccupation : flatter l'armée.

Du moment que la force armée était à leur disposition, les souverains estimaient toute autre préoccupation superflue. Si des protestations venaient à s'élever, les mitrailleuses sauraient y couper court. Ayant confiance en leurs troupes, ils pouvaient tout se permettre et vivre sans inquiétude.

Quant au reste de la nation, les souverains n'en avaient nul souci. Les Bourbons ont traité leur peuple comme une espèce de machine à vapeur dont le mouvement bruyant leur était désagréable.

Ils ont préféré le silence, le calme absolu du néant, et ont consacré leur temps et leur énergie à la destruction de cette machine. Ils ont placé des poutres sur les pistons pour empêcher leur mouvement ; ils ont versé de l'eau sur les foyers générateurs de force et sur toutes les par-

ties de la machine nationale. Celle-ci s'est oxydée, a fini par être paralysée. Tous les engrenages se sont cassés et, morceau par morceau, la destruction s'est consommée.

Oui, moi, Espagnol, je le déclare avec douleur et avec honte : l'Espagne est le pays le plus désorganisé de la terre. Ses contrées les plus riches et les plus laborieuses manifestent des tendances au séparatisme. Ce sont des membres où palpite encore une vie propre et qui veulent se séparer du reste de l'organisme qu'ils considèrent comme pourri. Tel est le cas de la Catalogne et d'autres provinces encore. Enfin, en un demi-siècle, de l'Espagne qui avait toujours été une nation romanesque, passionnée pour des idées, fausses parfois, mais toujours généreuses, la monarchie a fait un peuple matérialiste et sans élévation morale.

Il y a vingt-cinq ans, deux Espagnes s'affrontaient : une Espagne traditionaliste, une Espagne libérale. La première était éprise des gloires du passé, l'autre voulait adopter les nouveautés les plus audacieuses ; mais chacune avait un idéal et était disposée à donner sa vie pour le réaliser. Alphonse XIII et sa mère ont fait de l'Espagne un pays cyniquement matérialiste qui ne pense qu'à jouir, qui ne croit à rien, n'espère rien et accepte toutes les bassesses que lui impose le régime.

Grâce à la monarchie des Bourbons, le pays de don Quichotte est devenu le pays de Sancho

Pança, glouton, couard, servile, incapable de concevoir une idée qui dépasse les bords de sa mangeoire.

Les classes riches ont la cruauté de la peur, la pire des cruautés ! Elles craignent de se remuer, de changer d'attitude, même quand elles savent que ce changement pourrait être utile au pays. Elles proclament brutalement leurs sympathies pour le système du bâton et se déclarent pour toutes les solutions qui, pour premières mesures, comportent les fusillades. Les masses ouvrières, de leur côté, font preuve d'un goût pour la violence plus marqué que dans tout autre pays. Chaque fois qu'elles ont manifesté leurs désirs, on leur a répondu en les mitraillant dans les rues. L'ouvrier n'ayant pas le moyen de combattre le militaire, qui a en mains tous les outils de la mort, a recours aux attentats. En résumé, les luttes sociales, qui se déroulent dans les autres pays sous une forme plus ou moins atténuée, revêtent en terre espagnole, grâce aux bons soins de la monarchie, les caractères d'une guerre sauvage.

En cinquante ans, les rois d'Espagne n'ont point créé d'écoles ; ils ne se sont nullement occupés du progrès intellectuel de la nation. Le peuple espagnol se voit loué par eux de ses traditions les plus barbares. Les défauts séculaires sont célébrés par les souverains comme un magnifique patrimoine national. Ferdinand VII, Isabelle II, Alphonse XII et son fils Alphonse XIII

ont adopté le parler et les gestes des toreros et des voyous de Madrid, considérant que de telles manières avaient quelque chose de purement espagnol. Quant aux hommes qui font preuve d'une culture en harmonie avec celle des autres peuples, ils sont traités de mauvais patriotes et de xénophiles.

Ici, je crois nécessaire d'ouvrir une brève parenthèse. La reine d'Espagne actuelle, qui est anglaise de naissance, est — moralement — une espèce de prisonnière à la cour de Madrid. Pendant la guerre, où un de ses frères, officier anglais, trouva la mort, elle vécut dans un isolement résigné au milieu d'une cour où tout le monde — y compris son mari — était germanophile. Aujourd'hui cette princesse, du fait même de son éducation anglaise, doit souffrir de voir l'Espagne, monarchie arriérée, déchirer sa constitution et subir une tyrannie militaire digne de la Russie des tsars, tandis que l'Angleterre, un des premiers pays du monde, est gouvernée par des civils, par des libéraux.

Mais revenons aux rois d'Espagne et à l'influence néfaste qu'ils exercent sur leur pays.

L'existence d'Alphonse XIII était devenue à peu près impossible, et cela en conséquence même du pernicieux régime qu'il avait institué. D'un côté, le séparatisme le menaçait, de l'autre la guerre sociale ; non moins inquiétante était la faiblesse des gouvernants ; qui mériteraient plutôt d'être appelés « non-gouvernants » ; et cela

encore est la conséquence des manœuvres du roi, le résultat de ces intrigues qu'il affectionne si vivement. Au temps d'Alphonse XII et de la reine-régente, il n'y avait que deux partis dynastiques : les libéraux et les conservateurs, dirigés respectivement par Canovas et Sagasta. Ces deux partis détenaient alternativement le pouvoir, ce qui était une comédie passablement ridicule ; mais comme il n'y avait que deux hommes d'état en présence, ils inspiraient un certain respect aux souverains et même, lorsqu'ils agissaient de concert, il leur était facile d'imposer leur volonté à la famille royale et à son entourage. Alphonse XIII, dans son désir d'être roi absolu et d'abattre le régime constitutionnel, s'est donné pour ligne de conduite de fractionner et de diviser les deux partis en présence. Par ses intrigues et ses mensonges, il est arrivé à opposer les lieutenants aux chefs, il a récompensé les traîtres, il a appuyé les dissidents et fait de chacun d'eux le chef d'un groupe auquel il a promis le pouvoir. Des deux anciens partis il a su tirer une douzaine de nouveaux, se conformant en cela à la maxime jésuitique : « Diviser pour régner. »

Le résultat de cette politique de fractionnement est que, depuis des années, aucun parti n'a eu la force suffisante pour se maintenir au pouvoir. Les cabinets qui se sont succédé n'ont eu qu'une pensée : se défendre contre leurs adversaires ; leur préoccupation première a été de

durer et, pour y parvenir, le moyen qu'ils employèrent le plus souvent fut d'obéir aux insinuations du roi.

Un pays moralement corrompu par la monarchie, troublé par les mouvements séparatistes, mal gouverné par des ministères qui ne peuvent penser qu'à assurer leur propre existence, marche fatalement à la ruine. La monarchie est devenue la victime de ses propres machinations. Effrayée par les luttes sociales, elle a cherché un remède dans une dictature militaire qui favorisait en même temps ses inclinations autocratiques. Ainsi cette même monarchie, qui est responsable de la maladie nationale, a prétendu la guérir par la brutale intervention du militarisme.

L'influence fatale et corruptrice que les Bourbons espagnols ont exercée sur toute la nation, ils l'ont fait également sentir sur l'armée.

Au cours du XIX^e siècle, l'armée espagnole est intervenue fréquemment dans la vie politique, parfois dans un sens libéral, parfois dans un sens réactionnaire. Mais, même dans ces soulèvements, l'armée faisait preuve d'un certain idéalisme : Alphonse XIII, et avant lui sa mère, ont tué l'esprit de l'ancienne armée. Ils ont transformé les militaires en bourgeois syndiqués, uniquement occupés des gains qu'ils pouvaient retirer de leur profession.

Le lecteur connaît certainement les « juntes militaires », qui se sont constituées en Espagne

en 1919. Ces juntas furent tout simplement des soviets ; mais des soviets de gens en uniformes, où ne figuraient que des militaires, depuis les sous-lieutenants jusqu'aux colonels. Ces soviets de caste étaient des copies — en style rétrograde — de ceux de Russie, et manifestèrent en réalité les appétits d'une classe sociale qui, s'étant rendu compte de son importance, cherchait à l'exploiter.

Nous avons déjà dit que la monarchie ne pensait qu'à flatter l'armée, à la modeler à sa ressemblance, afin d'être sûre de son appui. L'armée se rendant compte qu'elle était indispensable à la monarchie exigea tout d'abord, par la voix des juntas, des augmentations de solde, des privilèges exorbitants, et finit par former, au sein même de la nation, une caste à part, jouissant de lois spéciales qui ont rendu sa situation inattaquable et intangible. En Espagne, on peut discuter tout, même l'existence de Dieu ; mais l'homme qui discute l'acte d'un militaire va immédiatement en prison et est traduit en conseil de guerre.

L'orgueil des chefs devint tel, lorsqu'ils eurent pris pleine conscience de leur pouvoir, que les juntas discutèrent avec le roi et lui imposèrent leur volonté. Mais Alphonse XIII, considérant l'armée comme une création de sa famille, se résigna à ces arrogantes exigences qu'il jugeait ne devoir être que passagères ; il crut qu'en gouvernant avec des militaires, il serait bien plus

maître du pays qu'au temps où il était entouré de civils.

Durant quatre ans, il prépara le coup de force qui a supprimé le régime constitutionnel et instauré le régime militaire. Avec l'imprudence qui fait le fond de son caractère, le roi fut d'ailleurs incapable de garder son secret. En 1922, à la fin d'un banquet à Cordoue, Alphonse XIII se laissa aller à parler. Cela n'a rien d'extraordinaire puisque, à Cordoue, l'on prodigue le vin de Montilla, qui fait oublier toute prudence lorsqu'on arrive au dessert. Alphonse XIII, orateur inexpérimenté, parla avec amertume de son rôle de roi constitutionnel et donna à entendre que, par la suite, il deviendrait maître absolu de l'Espagne.

Les juntes militaires désiraient aussi le pouvoir. D'après elles, les désastres du Maroc étaient imputables aux ministères formés de « civils » ; ainsi, pour les militaires comme pour le roi, les hommes politiques devaient être des victimes expiatoires. Tous les maux dont souffrait le pays, ces hommes d'État en étaient responsables. Le jour où le roi et une douzaine de généraux gouverneraient l'Espagne à leur fantaisie, ce jour-là commencerait une ère de succès et l'armée remporterait des victoires toutes les vingt-quatre heures.

Tout d'abord, les militaires transformés en hommes politiques songèrent à nommer dictateur le général Aguilera, qui était alors prési-

dent du Tribunal suprême de la Guerre et de la Marine. Le général Aguilera est un personnage moins ridicule et plus honnête que Primo de Rivera. Mais un soir, une discussion violente éclata tout à coup au Sénat espagnol entre civils et militaires. Le général Aguilera déclara que l'honneur d'un militaire valait mieux que l'honneur d'un civil, et M. Sanchez Guerra, ancien président du Conseil des ministres, conservateur irritable de nature, lui répondit en lui administrant deux retentissants soufflets, chargés de démontrer qu'un civil peut être un homme aussi bien qu'un militaire.

Grand scandale parlementaire, explications, et tout ce qui arrive en pareil cas, mais Aguilera — soldat de réputation brillante et justifiée — n'en resta pas moins avec ses deux soufflets. A la suite de cet incident, on ne pouvait raisonnablement penser à ce général pour la dictature. Quelle crainte peut inspirer un guerrier qui reçoit deux gifles d'un avocat ?

Le roi pensa alors à Primo de Rivera, général méprisé pour sa conduite privée, et peu aimé dans l'armée à cause de la rapidité de sa carrière, mais qui était capitaine-général en Catalogne.

De tous les généraux de l'armée espagnole, le moins indiqué pour représenter une révolution « moralisatrice » était certainement Primo de Rivera.

Je ne désire point m'immiscer dans la vie

privée de mes ennemis, mais avec Primo de Rivera, on ne peut avoir ce scrupule. Lui-même, se rendant compte de sa situation, a parlé à plusieurs reprises — tout comme s'il eût fait une pénitence publique — de la vie qu'il avait menée avant d'être dictateur. (Les Espagnols disent qu'il n'y a nullement renoncé actuellement, mais qu'il agit avec plus de circonspection.)

Durant plus de trente ans, quand les Espagnols voulaient citer un exemple de favoritisme inouï, de népotisme scandaleux, ils nommaient Miguelito Primo de Rivera. Actuellement, on continue de l'appeler Miguelito (Petit Michel). En effet, bien qu'il soit devenu lieutenant-général et qu'il gouverne arbitrairement toute l'Espagne, imposant sa volonté au roi lui-même, il est resté Miguelito ; depuis le temps où il était simple lieutenant, son caractère n'a pas changé.

Il est le neveu du maréchal Primo de Rivera qui trahit le gouvernement révolutionnaire de 1874 et restaura la dynastie des Bourbons. Ce maréchal, qui n'avait pas d'enfants, concentra toute son affection sur Miguelito et usa de toute son influence pour que le jeune homme fût rapidement en état de continuer la tradition glorieuse de la famille.

On a rarement vu une carrière aussi rapide. Son ascension ne saurait être comparée qu'à celle des généraux de la première République française et de Napoléon. Ce garçon ne pouvait faire un geste qui ne fût héroïque. On le vit

partout où l'Espagne eut une guerre ; vingt-quatre heures après son arrivée, il avait fait, chaque fois, quelque chose d'extraordinaire, à quoi seuls les exploits du Cid pouvaient être comparés.

Je reconnais qu'il doit être un bon subalterne, un officier courageux comme il y en a des milliers dans l'armée espagnole. Le malheur pour ces milliers, c'est qu'ils n'ont pas eu un oncle comme Primo de Rivera ; leurs actes de courage leur valent, tout au plus, une petite note sur leurs états de service. Par contre, Primo de Rivera n'a jamais sorti son sabre sans obtenir un grade ou un nouveau brevet d'héroïsme.

Pendant la période des guerres coloniales, son oncle fit de lui une manière de commis-voyageur en héroïsme. Il l'envoya à la guerre de Cuba pour lui permettre de gagner plusieurs galons, et, alors qu'il n'était déjà plus décent de demander davantage pour lui, il le renvoya aux Philippines pour lui permettre de faire une nouvelle récolte ; si bien que Primo de Rivera n'avait guère plus de trente ans lorsqu'il fut nommé général. C'était le plus jeune général de l'armée espagnole.

Jamais il n'a commandé une armée. Il a toujours été en sous-ordre. Ses débuts comme général en chef, il les a faits à titre de président du Directoire, entouré par des camarades non moins couverts que lui-même de décorations, d'écharpes et de broderies. Ces magnifiques ori-

peaux ne les libèrent pas de la honte d'avoir été battus, écrasés par Abd el Krim, cet Abd el Krim qui fut leur professeur d'arabe et leur compagnon de noce au temps où il vivait à Melilla comme employé du gouvernement espagnol.

Primo de Rivera est aussi intéressant comme homme privé que comme héros. Je ne lui ai parlé que deux fois, mais comme ce n'est pas un personnage très compliqué, c'est plus que suffisant pour le connaître. Il est né à Xerez, la terre du vin généreux, et il a la prolixité du Méridional. Sa facilité de parole n'eût pas été inutile si elle eût été au service d'une véritable intelligence. Mais Miguelito est une manière de cousin germain d'Alphonse XIII : sa naissance lui a rendu tout facile, il croit savoir tout et être venu au monde pour résoudre les problèmes les plus compliqués en prononçant une série de lapalissades.

Par la pédanterie, la suffisance et l'aplomb dont il fait preuve dans ses discours, il me rappelle beaucoup de généraux improvisés que j'ai connus à Mexico et dans certaines petites républiques de l'Amérique du Sud. Il ne lui manque que d'écrire de mauvais vers pour être un parfait héros comme les autres. Mais, à défaut de poésie, il rédige des manifestes quasi pornographiques où les organes masculins servent de termes de comparaison, où l'on trouve des galanteries à l'adresse des femmes espagnoles et

d'autres extravagances qui font de lui un être néfaste pour ses compatriotes, mais charmant et pittoresque pour les étrangers.

Sous l'uniforme de général, il a la faconde extravagante d'un barbier à l'ancienne mode, d'un Figaro qui, tout en rasant un de ses clients, organise avec assurance non seulement son pays, mais encore toutes les nations de la terre.

Je dirai plus loin quels furent les premiers actes du gouvernement de Miguelito le « moralisateur ». En réalité, ce fut une ironie du sort d'avoir choisi ce soldat écervelé comme défenseur de la morale. Primo de Rivera est éternellement jeune, il a la jeunesse vulgaire et scandaleuse qui est de mode dans les garnisons de province. Je me souviens de l'indignation qu'il provoqua parmi les habitants de Valence, au temps où il était capitaine-général de cette ville. On put le surprendre, un jour, dans une loge de théâtre en train de faire, avec une choriste, presque sous les yeux du public, ce que le reste des hommes a coutume de faire lorsque les portes sont bien fermées.

Du temps de sa jeunesse, il a conservé le goût de visiter la nuit certaines maisons aux fenêtres closes. Aujourd'hui encore, bien que maître absolu de l'Espagne, il n'a pas renoncé à ses habitudes, et les noctambules de Madrid voient souvent son automobile officielle arrêtée à proximité des maisons de prostitution les plus connues. Celles-ci d'ailleurs ferment leurs portes à

leurs habitués, lorsque Son Excellence et ses amis font une visite nocturne.

Primo de Rivera est, par surcroît, un des plus fameux joueurs de l'Espagne. Il n'y a pas de tripot, quelque ignoble qu'il soit, qui ne l'ait eu pour client. Il a joué son argent et celui des autres, et lorsqu'il s'est emparé du pouvoir pour entreprendre la moralisation de l'Espagne, il était criblé de dettes.

Le dernier gouvernement constitutionnel l'a envoyé comme capitaine-général en Catalogne par l'effet d'un malheureux hasard : il n'y avait pas pour ce poste d'autre militaire de son grade qui fût disponible.

Dès le premier moment, Primo de Rivera exploita la situation, il se présenta comme un héros aux classes les plus conservatrices et les plus rétrogrades de Barcelone. Sans accorder la moindre attention aux différents gouverneurs civils qui se succédèrent à Barcelone, il intervint, avec son autorité fantasque, dans les conflits sociaux. A maintes reprises, les patrons, estimant que les causes de désaccord étaient de mince importance, voulurent transiger avec les ouvriers qui s'étaient mis en grève, mais Primo de Rivera s'opposa à tout arrangement.

— Laissez-moi faire, disait-il, il est temps que ces canailles se rencontrent avec un homme qui a des ... au ... comme moi. Je vais les réduire au silence.

Enfin, le capitaine-général de Catalogne s'en-

tendit avec le roi pour préparer un coup d'État militaire qui permît d'anéantir le régime constitutionnel. Rien n'était plus facile qu'un pareil coup de force. Le ministère présidé par le marquis d'Alhucemas était composé de gens sans énergie qui n'opposèrent pas la moindre résistance. De plus, le général Aizpuru, ministre de la guerre, fit preuve en la circonstance de déloyauté et d'absence de scrupules ; il s'entendit traîtreusement avec ses compagnons d'armes révoltés et, du ministère, aida et facilita leur complot. Aussi le Directoire, après son triomphe, le remercia-t-il en le nommant haut commissaire au Maroc.

Si Alphonse XIII avait voulu réprimer la révolte militaire de Catalogne, il lui eût suffi d'envoyer un simple télégramme. Le colonel de gendarmerie de Barcelone eût arrêté aisément l'insurrection. Il n'avait qu'à se rendre au palais du capitaine-général, à prendre ce personnage par une oreille et le conduire en prison : tout eût été terminé sans autre incident.

Il faut dire que cette insurrection militaire de Primo de Rivera, aussi bien à Barcelone qu'à Madrid, fut exclusivement une révolte d'officiers. Ils parlèrent, menacèrent au nom de l'armée, mais elle demeura consignée dans les casernes. Les soviets d'officiers ont incontestablement peur de mener les soldats dans la rue. Que feraient des hommes qui, sur la voie publique, se verraient sous les ordres de chefs ré-

voltés qui ont supprimé la liberté de leur pays ? Il se pourrait bien qu'au lieu de tirer sur le peuple, ils tournassent leurs armes contre leurs supérieurs.

Toujours est-il que, d'accord avec le roi, Primo de Rivera a organisé la révolte de Catalogne et que, dans son entreprise, il ne s'est heurté à aucun obstacle. Bien plus, il a provoqué l'enthousiasme de certaines classes sociales.

Cela, je le reconnais et je me l'explique parfaitement. Miguelito, brillant parleur, passablement retors et déloyal sur le chapitre des promesses, manifesta un intérêt passionné pour les aspirations des Catalans, tout en restant fort vague quand il était question de prendre des engagements : ces imprécises déclarations suffirent à faire croire aux riches catalanistes qu'il soutiendrait la cause de l'autonomie. De plus, les industriels et les capitalistes les plus combatifs, ceux qui se sentaient menacés par les ouvriers, admirèrent en lui le défenseur héroïque de la société.

Lorsqu'il partit pour Madrid, tous ces groupes l'acclamèrent à Barcelone comme s'il eût symbolisé l'aurore d'un jour glorieux. La foule inconsciente, qui, sentant que le pays était dans une mauvaise situation, désirait un changement sans savoir exactement lequel, applaudit également l'homme qui avait vaincu sans combattre.

En cinquante ans, je l'ai dit, la monarchie a désorienté les Espagnols et empoisonné leur ju-

gement. Il existe en Espagne une masse considérable qui est prête à accepter toutes les idées pourvu qu'elles soient simples et faciles à retenir : à cette condition elles ont le droit d'être absurdes. La monarchie a su faire croire au pays que tous les maux dont il souffre sont imputables aux hommes politiques ; si, par hasard, il arrive quelque chose de bien, c'est au contraire l'œuvre du roi. Le pauvre souverain est un modèle de bonté, il aurait comblé son peuple de bienfaits si ces coquins de politiciens qui l'entourent ne l'en avaient empêché. Et ces malheureux hommes d'État, qui n'ont jamais été autre chose que les domestiques de la monarchie, se voient attribuer tous les vices et tous les crimes.

Le peuple espagnol, instruit par ses rois, a à sa disposition un qualificatif facile dont il gratifie tous ses gouvernants :

— Voleurs ! Tous sont des voleurs !

Et Miguelito, le barbier costumé en général, dont l'esprit a plus d'un point commun avec celui du vulgaire, a trouvé facilement le programme susceptible d'enthousiasmer une foule imbécile :

— Le roi est un grand homme, presque aussi grand, presque aussi probe, presque aussi pur que moi-même. Tous les hommes politiques qui ont gouverné jusqu'à ce jour ont été une bande de voleurs. Je les démasquerai et je les mettrai en prison.

Et, après avoir fait cette solennelle promesse,

le Messie régénérateur de la monarchie prit le chemin de Madrid pour purifier l'Espagne.

V

LA FAILLITE DU DIRECTOIRE

Le premier acte de Primo de Rivera fut de lancer un manifeste pour inciter tous les Espagnols à la délation : une impunité absolue leur était promise. Son idéal était de ramener l'Espagne au temps des accusations sans preuves et des autodafés : il se réservait le rôle de Grand Inquisiteur. Tout le monde pouvait lui envoyer une dénonciation et être assuré qu'il n'en révélerait l'auteur sous aucun prétexte.

Heureusement pour l'honneur de l'Espagne, peu de gens répondirent à cet infâme manifeste. Comme il avait fait sa révolution au cri de : « À bas les politiciens voleurs ! » il lui fallait prouver que tous ceux qui l'avaient précédé au pouvoir avaient commis des exactions scandaleuses ; mais, jusqu'à maintenant — après treize mois de gouvernement absolu — il a été incapable de prouver quoi que ce soit.

Un homme s'est attiré toutes les haines, a été l'objet de toutes les persécutions du Directoire militaire, c'est M. Alba. Ce ministre de la mo-

narchie, relativement jeune, d'opinions résolument libérales, est devenu la « bête noire » de Primo de Rivera et de ses acolytes. Les raisons en sont aisées à deviner : quand il était ministre, M. Alba tenta d'établir un impôt sur les bénéfices des profiteurs de la grande guerre ; par respect pour les croyances des familles qui ne pratiquent pas la religion officielle, il décréta que l'instruction catholique ne serait pas obligatoire dans les écoles ; et — fait sans précédent — il obligea les ordres religieux à acquitter des taxes, les assimilant par là à des associations civiles. Il n'en fallait pas tant pour que les hommes de droite, ceux-là même qui soutiennent le Directoire, le considérassent comme un démagogue digne de leurs attaques et de leurs calomnies.

Enfin le roi déteste M. Alba parce qu'il est le seul ministre qui ait osé discuter avec lui, lorsqu'il a voulu prendre des mesures arbitraires et sortir de son rôle de monarque constitutionnel. D'autre part, ce ministre a eu le front de réaliser, de sa propre initiative, le rachat des Espagnols prisonniers dans le Rif, opération dont les généraux ne fussent jamais venus à bout ; et, peu de temps avant le coup d'état, il fit relever de leurs fonctions quelques-uns d'entre eux qui avaient fait preuve d'incapacité ou d'insubordination.

A l'heure du triomphe, les prétoriens du Directoire auraient fait assassiner M. Alba si celui-ci était demeuré à Saint-Sébastien auprès du roi.

Alphonse XIII n'ignorait pas ces projets et cependant n'en informa point son ministre. Mais celui-ci, — heureusement pour lui — passa la frontière et se réfugia en France. S'il s'était laissé assassiner, l'honneur lui aurait été ôté en même temps que la vie : les accusations de vol que lui prodigua Primo de Rivera avec une charlatanesque libéralité lui auraient tenu lieu d'oraison funèbre. Le Directoire a intenté un procès à M. Alba. Primo de Rivera, pour juge de cette affaire, n'a rien trouvé de mieux à choisir que son propre adjudant. Tous les papiers privés de M. Alba, y compris ceux du caractère le plus intime, ont été saisis par les militaires vainqueurs; pourtant ceux-ci n'ont pu, jusqu'à maintenant, relever aucun fait délictueux à la charge de l'ancien ministre libéral. Primo de Rivera, supposant que la maladresse de son adjudant était la cause de cet échec, nomma un juge civil, un juge de carrière, fils d'un vieux serviteur de sa famille. On ne pouvait rêver désignation plus partielle et plus intéressée. Mais ce juge domestique ne put rien trouver de coupable dans la conduite de M. Alba et se vit obligé de reconnaître son entière innocence, après huit mois de recherches arbitraires au cours desquelles les menaces ne furent pas ménagées aux témoins, de qui l'on voulait obtenir des déclarations contraires à la vérité.

Les poursuites entreprises contre d'autres hommes politiques aboutirent à un échec du

même genre : ce fut en vain que le Directoire chercha la preuve de ses accusations calomnieuses. On n'a vu nulle part apparaître ces terribles voleurs dont l'impunité, au dire de quelques-uns, justifiait l'insurrection de Primo de Rivera. Le Directoire a fait une révolution contre l'immoralité, et dès les premiers jours de son triomphe, on a pu voir que l'immoralité était de son côté. Tout le monde connaît les premiers actes de Primo de Rivera, cet éternel habitué des tripots et des maisons closes.

La famille d'un directeur de théâtres de Madrid, homme à l'esprit affaibli tant par les années que par les excès, déposa une plainte contre une pierreuse qui, ayant acquis un grand ascendant sur le vieillard, la séquestrait littéralement. La femme était surnommée la Caoba (l'Acajou), sans doute à cause de la couleur de ses cheveux. Le juge, ayant appris que la Caoba donnait de la cocaïne et d'autres stupéfiants à son vieux protecteur, ordonna son procès. Et ce fut à ce moment que le dictateur chargé d'assurer la félicité de l'Espagne oublia ses graves soucis pour concentrer toutes ses facultés de guerrier et d'homme d'État sur cette affaire. Sans doute les amies qui le tutoient la nuit dans les maisons de passe de Madrid sollicitèrent-elles son aide.

— Miguelito, toi qui es si bon, tu devrais secourir la pauvre Caobita.

Et Miguelito écrivit au juge pour qu'il clas-

sât l'affaire et laissât en paix cette courtisane de bas étage. Le juge, défendant ses droits et le pouvoir civil, répondit que la justice n'avait pas à recevoir d'ordres et continua de faire son devoir. De plus, il ajouta qu'il ferait figurer parmi les pièces du procès la lettre que le dictateur lui avait envoyée. Celui-ci fit appeler le président du Tribunal Suprême, chef de toute la justice espagnole, et lui demanda de punir le juge. Le président lui répondit que son subordonné avait agi avec rectitude en refusant de prêter l'oreille à une recommandation et qu'il approuvait sa conduite de juge intègre. Alors Miguelito, pour faire plaisir à ses amies immatriculées sur les registres du gouvernement civil de Madrid, persécuta le juge et obligea le président du Tribunal suprême, tête de la justice espagnole, à prendre sa retraite. Tout pour la Caobita ! Vive la moralité !

Ce dictateur qui déclarait que la délation était une vertu publique, a érigé en principe de gouvernement la violation de la correspondance ; il fait ouvrir les lettres, n'hésite pas à en prendre connaissance, et fait condamner des citoyens coupables d'avoir fait connaître leurs pensées dans des lettres confidentielles.

Mon ami, l'éminent écrivain Miguel de Unamuno, un des premiers penseurs d'Europe, a été condamné à la déportation dans une des Canaries pour avoir communiqué à un de ses amis, résidant en Argentine, ses impressions sur le

Directoire. Ce correspondant, de sa propre autorité, avait publié la lettre de Unamuno dans un journal de Buenos-Ayres. Pareillement, M. Ossorio y Gallardo, ancien ministre conservateur, envoya à M. Maura, homme politique d'extrême droite, une lettre où il contait les détails d'une affaire assez malpropre que le Directoire venait de traiter. Primo de Rivera fit ouvrir la lettre et emprisonner M. Ossorio y Gallardo.

Un simple article, publié dans un journal de caractère professionnel, peut valoir — après même avoir été préalablement examiné par la censure ! — des poursuites à son auteur. Le marquis de Cortina fut également déporté aux Canaries pour une étude financière où il parlait des erreurs du Directoire en matière économique.

Primo de Rivera qui, comme un vrai comédien, soigne ses effets scéniques et travestit tranquillement la vérité pour s'attirer des applaudissements passagers, sait que lui et ses compagnons ne pourront se maintenir au pouvoir s'ils font délibérément preuve d'une brutalité soldatesque. Aussi s'est-il préoccupé de fonder un parti civil intitulé *l'Union Patriotique* ; il se propose d'abandonner en apparence le pouvoir à des comparses costumés en civils, tandis que lui, dissimulé dans la coulisse, continuera de gouverner.

Primo de Rivera, comme beaucoup de ses col-

lègues militaires du gouvernement, est bon à tout... à tout sauf à son métier qui est de faire la guerre avec succès. Cet homme, qui a détruit la constitution de son pays sous prétexte que les militaires pourraient ainsi diriger avec plus de facilité les opérations de guerre, a passé dix mois sans s'occuper ni de la guerre ni de l'armée ; celle-ci est demeurée, presque oubliée, dans une inactivité inexplicable, jusqu'à ce qu'une offensive des Marocains vint la surprendre dans des conditions pires encore qu'en 1921, c'est-à-dire qu'à l'époque où gouvernaient les civils. Pendant ce temps, le dictateur s'occupait d'organiser l'Union patriotique et d'aller de province en province pour recevoir les ovations que, sous la pression de ses impératifs acolytes, les habitants lui avaient préparées.

Le lecteur sait que tous les hommes politiques d'Espagne, y compris M. Maura (qui d'ailleurs fut toujours partisan, il faut le reconnaître, du pouvoir civil), se retirèrent de la vie publique, laissant Primo de Rivera régler toutes les affaires lui-même, ce qui était logique puisqu'il était le Messie espagnol et que tous les autres n'étaient que des voleurs.

Miguelito a tenté de copier Mussolini, mais il l'a fait gauchement et sans renoncer à ces manières d'histriion qui le caractérisent. Mussolini vient d'en bas ; il a un parti derrière lui et il s'appuie sur les masses populaires auxquelles il doit son succès. Le neveu héroïque du vieux

Primo de Rivera a commencé par faire un coup d'État ; puis voici qu'il entreprend — partant du haut pour atteindre le bas — de fonder un parti politique capable, espère-t-il, de justifier sa main-mise sur le pouvoir, vol qu'il a réalisé de nuit et avec effraction. Comme il a placé quelque quatre mille militaires — avec triple solde — à la tête des conseils municipaux et d'autres organismes politiques et administratifs, et que ces petits proconsuls exercent une espèce de terreur sur leurs subordonnés, il a pu constituer les premiers groupements de l'Union patriotique. Mais bien qu'il soit disposé à accorder un portefeuille à tout homme politique connu qui accepterait de faire partie du prochain cabinet, il n'a pu encore en trouver un seul qui consentît à jouer le rôle de comparse et à figurer dans un faux ministère civil qui ne serait que la forme nouvelle de la dictature.

La grande page de la vie politique de Primo de Rivera est le voyage qu'il a fait en Italie avec son protégé et prisonnier Alphonse XIII. Le tyran en uniforme s'en alla banqueter avec Mussolini, le tyran en jaquette et guêtres blanches (auquel, soit dit en passant, il faut reconnaître une grande supériorité sur son confrère espagnol).

Sans doute le vieil ouvrier italien, qui met en valeur la largeur de son front à la Napoléon et ne se laisse jamais voir que dans de majestueuses attitudes dignes de Jules César, a dû faire la grimace chaque fois que Miguelite — qui s'in-

titude lui-même le Mussolini espagnol — l'a traité en camarade.

Alphonse XIII, pour sa part, donna des preuves de discrétion, de tact et d'esprit moderne en lisant devant le pape son fameux discours. A la décharge du monarque, il faut dire que ce discours, ce n'est pas lui qui l'a écrit. L'auteur en est le père Torrès, fameux jésuite qui vit à Madrid, et ce morceau d'éloquence est digne de celui qui le composa. Le pape lui-même, paraît-il, s'effraya d'une intransigeance religieuse si extrême, d'un esprit catholique si étroit et si rétrograde.

Enfin, avec un sens politique admirable, le roi rappela que l'Espagne s'était toujours battue contre les Musulmans et ajouta qu'il continuerait à soutenir la lutte au Maroc pour y planter la croix et l'imposer aux fidèles de Mahomet. Les représentants de l'Espagne au Maroc n'ont cessé de répéter depuis des années, pour obtenir la soumission des Rifains et la paix, que le gouvernement espagnol reconnaîtrait la religion des Mahométans et qu'il la respecterait comme le font l'Angleterre, la France, d'autres pays encore, à l'égard des religions pratiquées dans leurs colonies. Mais l'arrière-petit-fils de Ferdinand VII détruisit en quelques minutes les effets de cette propagande, en lisant le discours écrit par le père Torrès où l'Espagne est représentée comme ayant la mission d'imposer la croix aux Mahométans.

Abd el Krim, qui est une espèce d'Espagnol vêtu en Arabe, puisqu'il a passé la plus grande partie de sa vie à Melilla au service de l'Espagne, ne laissa pas passer une occasion si favorable à ses desseins ; il fit traduire en arabe l'œuvre littéraire du jésuite que le roi avait lue, et la répandit dans toutes les tribus marocaines que l'Espagne considérait comme étant sous son protectorat.

Il faut savoir ce que le Pape représente pour les Mahométans, et l'importance que revêt à leurs yeux une déclaration du genre de celle que fit Alphonse XIII au Vatican. Un tel discours donna une vie nouvelle à la cause d'Abd el Krim et lui procura plus de partisans qu'il n'eût pu en acquérir à coups de millions. Grâce au discours du roi, la guerre prit un caractère religieux, et s'étendit à la partie occidentale du Maroc qui était demeurée pacifique jusqu'alors.

Des centaines d'Espagnols sont morts à cause du morceau d'éloquence d'Alphonse XIII et du père Torrès.

Si ce discours n'a pas été accueilli par un tonnerre d'applaudissements, il faut reconnaître qu'il a déchaîné une tempête de balles.

A son retour d'Italie, Alphonse XIII passa par Valence et là, prononça un autre discours à l'heure des toasts. Dans ces instants-là, le roi d'Espagne et Primo de Rivera se sentent toujours orateurs et ils s'expriment avec la prudence des gens ivres, à moins qu'ils n'aient

entre les mains un discours préparé d'avance par un jésuite.

Le roi déclara que les hommes politiques qui avaient gouverné avec lui étaient presque tous des voleurs, et tous des imbéciles ; il ajouta que si le Directoire ne les avait pas chassés du pouvoir, il aurait dû se charger de le faire lui-même. Le discours était si stupide et si inopportun que, en dépit de la qualité de son auteur, les membres du Directoire demeurés à Madrid — n'ayant pas participé au banquet, ils avaient des idées claires — interdirent aux journaux de le reproduire.

Mais le discours n'en a pas moins été prononcé et il est opportun qu'il ne tombe pas dans l'oubli. Aujourd'hui Alphonse XIII est prisonnier du Directoire et songe avec nostalgie à ses souples et obéissants ministères civils, avec lesquels il avait bien quelques difficultés, mais qui finissaient toujours par faire ce qu'il voulait. Les choses ont été fort mal au contraire avec les hommes du Directoire, et cela parce qu'ils ont la même nature, le même caractère que le roi. Aussi celui-ci songe-t-il que le temps et les désastres pourraient bien le libérer de ces implacables précepteurs ; il cherchera alors, avec sa souriante hypocrisie, à se rapprocher de ses anciens ministres. Je ne sais si ceux-ci se rappelleront à cette époque le discours prononcé à l'heure des liqueurs au banquet de Valence : « Presque tous mes ministres ont été des

voleurs, et tous, sans exception, des sots et des imbéciles. »

Du point de vue militaire comme du point de vue civil, l'échec du Directoire est complet.

Il avait parlé des nombreux ministres qu'il allait mettre en prison, des turpitudes qu'il pensait découvrir. Jusqu'à présent, il n'a mis en prison que des gens honorables dont il a ouvert les lettres comme eût pu le faire un voleur. Il n'a révélé aucune turpitude d'homme politique connu, malgré les méthodes d'instructions inquisitoriales employées contre M. Alba et d'autres personnalités. Toute son œuvre moralisatrice s'est réduite à suspendre quelques employés qui arrivaient en retard à leur bureau, à faire passer en jugement des secrétaires de petits conseils municipaux qui avaient commis des irrégularités portant sur des sommes peu élevées, ou quelque'une de ces négligences propres aux administrations fossilisées. Certains de ces insignifiants employés, gens timides, terrifiés par le despotisme militaire, se sont suicidés. Le peuple espagnol, édifié sur l'action « moralisatrice » du Directoire, répète une phrase cruelle :

— Ils nous ont promis de la viande de ministre, et ils ne nous ont donné que des os de pauvres employés.

Par contre, la malhonnêteté est devenue plus patente et plus répugnante au sein même de

l'armée. La guerre du Maroc actuelle fournit le prétexte et l'occasion de nombreux vols. Jamais on n'en a connu autant dans l'armée espagnole, et comme il y a, dans celle-ci, beaucoup d'hommes probes qui se taisent par discipline, on peut dire que l'armée, en général, souffre en silence des actes scandaleux dont une petite minorité se rend coupable. Ces détournements, le Directoire ne les a pas punis jusqu'à maintenant et sans doute ne les punira jamais. Les militaires qui vivent entièrement de leur solde et dont les familles ne jouissent pas d'un luxe de millionnaires, désirent le châtement de ces camarades indignes qui s'enrichissent à la faveur de la guerre. Primo de Rivera n'est pas dans les mêmes dispositions, car s'il punissait, il désobligerait beaucoup de ceux qui l'appuient.

Le général Bazan, esprit droit et rigide, fut chargé d'enquêter sur les vols commis au Maroc et, dès le début de ses recherches, se révélèrent d'énormes détournements qui se chiffrent par millions de pesetas.

Mais Miguelito, par esprit de camaraderie — ou pour une autre raison — étouffa l'affaire et jusqu'à cette heure rien n'a été fait qui puisse prouver son désir d'assainir moralement le pays. Là où il y a des civils, le Directoire ne voit que des voleurs ; tout homme qui porte un uniforme est, par contre, jugé incapable de voler. Et les militaires qui n'ont rien à se reprocher et qui, heureusement, constituent la majorité, souffrent

de cette absence de justice qui fait confondre bons et mauvais, et accroît le scepticisme général.

Mais c'est en matière d'opérations militaires que l'échec du Directoire atteint son comble et devient tristement grotesque. Jamais, au temps des ministères civils, les troupes espagnoles n'avaient essuyé de défaites aussi considérables que celle subie ces derniers temps ; jamais la partie occidentale du Maroc ne s'était soulevée. « Avec un ministère civil, déclaraient les généraux, une guerre victorieuse est impossible : on ne nous laisse pas agir librement ! » M. Alba, qui formulait souvent des objections lorsqu'il apprenait les plans absurdes des généraux, devint l'objet d'une inapaisable haine : on le considérait comme un traître à la patrie et sa mort était désirée « parce qu'il privait l'armée de jours de gloire ».

Le Directoire a triomphé complètement ; il n'a plus rencontré d'obstacle ; il a prodigué l'argent et les hommes : et pourtant on ne peut imaginer défaite plus complète. Tout d'abord ces généraux devenus hommes d'État, ces généraux qui devaient immédiatement faire la guerre, restèrent dix mois sans songer à l'armée. Les troupes, pendant ce temps, ne tentèrent aucune avance et se maintinrent sur leurs anciennes positions, comme elles avaient fait au temps du gouvernement constitutionnel. Elles ne bougèrent que lorsque Abd el Krim, qui en

réalité dirige les opérations, les attaqua et les mit en déroute.

Primo de Rivera, quand il eut reçu ce dernier coup et se vit contraint à la retraite, entreprit de justifier la défaite qu'il avait subie : il avait toujours soutenu, déclara-t-il, que les troupes devaient se retirer dans les ports de la côte. S'il en est ainsi, pourquoi n'a-t-il pas ordonné ce recul dès son accession au pouvoir ? A quel sublime plan stratégique a-t-il obéi en demeurant tranquille pendant dix mois, en faisant des voyages de triomphateur à travers l'Espagne et en laissant l'armée dans l'oubli ?

Ce foudre de guerre se contenta de croire que les troupes pourraient se maintenir sur leurs anciennes positions tant qu'il le voudrait, et il attendait une occasion propice pour ordonner une avance qui procurât quelque fausse gloire à son Directoire. Mais il oublia qu'Abd el Krim, son ancien camarade de Melilla, était meilleur général que lui-même. Il ne put soupçonner que le chef marocain passerait de la zone orientale à la zone occidentale, allumant la guerre dans les tribus demeurées jusque-là relativement paisibles.

Enfin Primo de Rivera a contribué puissamment à ce désastre par un de ses discours. L'éloquence du dictateur et celle du roi sont fatales à l'Espagne. Ces deux néophytes de la tribune causent plus de mal au pays en remuant leurs langues que les ennemis ne pourraient le faire en se servant de leurs armes.

Nous avons dit le sanglant service que le roi avait rendu à la nation en lisant l'élucubration du jésuite Torrès. Miguelito, non moins discret et prudent qu'Alphonse XIII, crut nécessaire de faire connaître à ses camarades, au dessert d'un banquet qui eut lieu à Malaga (toujours le moment des grandes libations !) les plans stratégiques qu'il comptait mettre en œuvre au Maroc ; il annonça ainsi dans un discours, reproduit ensuite par les journaux, qu'il comptait abandonner une grande partie des territoires occupés en Afrique : dorénavant on se contenterait de tenir les anciennes places espagnoles.

Je sais que le maréchal Lyautey, grand spécialiste en matière d'affaires marocaines, se prit la tête entre les mains, stupéfait de l'imprudence d'un tel discours.

— Ces choses-là, dit-il, on les fait si elles sont nécessaires, mais on ne les publie pas d'avance !

En effet, le discours où Primo de Rivera annonçait sa retraite fut traduit en arabe par Abd el Krim qui le fit circuler parmi les tribus du Maroc occidental : l'effet produit fut foudroyant. Les Arabes amis des Espagnols ou simplement neutres, se soulevèrent en toute hâte contre nos troupes et les attaquèrent. Il fallait que ces tribus prissent en effet parti avant que notre retraite ne les laissât seules en face du victorieux Abd el Krim. Elles voulaient obtenir le plus vite possible son amitié et lui rendre des services pour éviter qu'il ne les châtiât... Et

toutes, avec une belliqueuse émulation, marchèrent contre nos soldats : tels furent les fruits de l'imprudencè du bavard Miguelito.

Le désastre du Maroc occidental a été plus considérable durant ces dernières semaines que ne l'avait été celui d'Annual en 1921. Dans l'armée commandée par le Directoire, il y a eu plus de dix-sept mille morts, blessés ou disparus. Il y a actuellement plus de mille prisonniers entre les mains d'Abd el Krim. Des quantités considérables de canons et de munitions sont tombées au pouvoir des Marocains. Ceux-ci se sont emparés de parcs entiers.

Ajoutons que la majeure partie des habitants de cette zone, soulevés par l'avis que leur avait donné Primo de Rivera dans son discours, étaient armés de fusils que leur avaient donnés les prévoyants généraux de l'Espagne.

Abd el Krim sourit des propos de certains nigauds, partisans du Directoire, qui, après avoir déclaré en d'autres temps, par esprit réactionnaire, que la France fournissait des armes aux Rifains, affirment aujourd'hui que c'est l'Angleterre qui leur procure du matériel de guerre.

— Pourquoi les autres nations d'Europe me donneraient-elles des armes ? dit le chef marocain. Il me suffit de celles que me fournissent les généraux espagnols dans leurs retraites et leurs déroutes.

Il dit vrai ; peut-être même n'arrive-t-il pas à employer tout ce matériel : Primo de Rivera et

ses collègues lui en procurent, par leurs maladresses, de trop grandes quantités.

Tandis que le dictateur faisait des discours de propagande en Galice, les troupes demeurèrent oubliées, alors qu'elles se trouvaient dans une situation peut-être pire qu'en 1921. Cinq mille Marocains commandés par Abd el Krim ont suffi, en courant de l'est à l'ouest, pour infliger cette défaite, plus lourde encore que celle d'Annual, à une armée de cent mille hommes.

Au cours de la déroute de la zone occidentale, nombreux ont été les épisodes héroïques ; mais finalement, ce n'en est pas moins une déroute. Beaucoup de positions ne se sont rendues que sur l'ordre télégraphique du dictateur. Dans l'une d'entre elles, l'officier commandant, sachant bien ce qu'est la captivité chez les Marocains, abattit les blessés à coups de revolver, puis se tua. Mais avant de se suicider, il écrivit une brève lettre, où il maudit Primo de Rivera et l'envoya... où il mérite d'être.

La lettre de ce martyr du devoir est le plus éloquent commentaire de l'échec militaire du Directoire.

Échec encore en matière sociale. Pour résoudre les difficultés ou les atténuer, le dictateur n'a rien fait et ne pourra rien faire. Les gens qui s'en tiennent aux apparences et ne réfléchissent point diront qu'actuellement il n'y a d'attentats ni à Barcelone ni dans les autres villes. Il n'y en a pas, en effet, parce que le pays est en

état de siège. Il n'y en avait pas non plus quand le pays était gouverné par des civils et que ceux-ci établissaient l'état de siège. Mais une situation exceptionnelle ne peut durer indéfiniment, pas plus que ne peut se prolonger, dans un organisme humain, un état provoqué par des anesthésiques ou des soporifiques. Un jour il faudra revenir au régime normal, et des attentats auront certainement lieu de nouveau, puisque le Directoire n'en a pas supprimé les causes, mais au contraire en a accru le nombre. Les attentats provoqués par des luttes sociales ne peuvent prendre fin que le jour où l'on aura complètement transformé le régime actuel.

L'état de siège perpétuel dans lequel se trouve placée l'Espagne, les actes arbitraires du gouvernement militaire font naître l'insécurité et la peur ; on voyage beaucoup moins, chacun reste chez soi, les hôtels sont vides, et le commerce supporte les conséquences de cette paralysante appréhension. Grâce au Directoire la peseta baisse tous les mois, et les vivres deviennent chaque jour plus chers. La vie devient presque impossible pour l'Espagnol pauvre sous le gouvernement de ces soutiens de l'ordre — de l'ordre tel qu'on le conçoit dans les casernes — et de ces organisateurs de la famine, mère de l'obéissance. Que le Directoire dure un an de plus, la catastrophe et la faillite nationale seront complètes.

Il faut dire — fût-ce brièvement — ce qu'a

fait ce gouvernement moralisateur du point de vue économique. Il aurait pu accomplir des réformes avec plus de facilité que les ministères civils, puisqu'il n'avait pas à vaincre les résistances traditionnelles. Mais il s'est contenté de consacrer tous les anciens abus et de supprimer le petit nombre de réformes qu'avaient réalisées les ministères libéraux du point de vue financier. Par exemple, il a exonéré de tout impôt les associations religieuses, en supprimant la loi qui les astreignait à certaines obligations fiscales. Mais, redoutant les commentaires, il a interdit à la presse de parler de cette mesure rétrograde.

Il a fait des économies fictives, en supprimant quelques petits emplois, en même temps qu'il créait de grands postes pour les généraux. Primo de Rivera a augmenté sa propre solde et s'est attribué cinquante mille pesetas pour frais de représentation, ce que jamais aucun premier ministre civil n'avait osé faire.

En une seule année de Directoire, la dette flottante a augmenté environ d'un milliard de pesetas.

Au temps du régime constitutionnel, c'est-à-dire il y a un an, la peseta-papier cotait à peu près vingt-six centimes de moins que la peseta-or. Aujourd'hui, sous le régime militaire, la peseta ne cote plus que cinquante pour cent de sa valeur or, et sa chute ne fera que s'accroître.

Pour tenir solidement le pays sous sa poigne, le Directoire prodigue soldes et gratifications

dans des proportions jusqu'alors inconnues. Il existe quatre mille délégués militaires répartis dans les provinces espagnoles avec divers titres ; ces hommes régissent les municipalités, gourmandent les alcades comme s'ils étaient des recrues, introduisent dans le gouvernement du peuple des procédés de caserne et donnent leurs ordres cravache en main. Ces délégués touchent leur solde d'officiers, une gratification du gouvernement et une rémunération supplémentaire que leur votent les conseils municipaux terrifiés par ces petits proconsuls. Au total : trois traitements. De plus, les conseils municipaux doivent leur fournir, quelquefois gratuitement, un logement pour eux et leur famille.

Tous les commissaires de la Terreur militariste sont des protégés de Primo de Rivera et ils forment le principal noyau de ses admirateurs et partisans. Quand le dictateur voyage en province, ces délégués en éperons conduisent comme des troupeaux les conseils municipaux et les obligent à prodiguer les ovations à Primo de Rivera proclamé « le Sauveur de l'Espagne ».

Comme le président du Directoire est un homme sans scrupules et que ses goûts pour les effets scéniques sont fort prononcés, il se sert de ces gens terrifiés pour abuser le reste du pays. Les alcades et les secrétaires des conseils municipaux signent par peur tout ce que leur demandent les délégués militaires et ainsi, à l'aide de statistiques falsifiées, le Directoire prétend

faire croire que, sous son gouvernement, le pays réalise de grands progrès moraux, et que les ressources publiques augmentent d'une façon inouïe.

Miguelito, dans le fond, n'est pas un mauvais homme. Je saisis l'occasion de le dire. Jusqu'à ce jour, il n'a tué personne et je le crois incapable d'ordonner un assassinat du genre de celui de Matteoti. A vrai dire, il n'a pas besoin de prendre cette sorte d'initiative. Il a auprès de lui quelqu'un qui se charge des assassinats.

Lui, et le plus grand nombre des généraux du Directoire, ne sont que de pauvres gens orgueilleux, dont le plus grand défaut consiste à se croire possesseurs d'une intelligence et de capacités militaires qu'ils n'ont jamais eues. La vanité de ces personnages est si grande qu'à leurs yeux tous ceux qui ne les admirent pas, eux et le roi, sont « des ennemis de la patrie ! » Mais auprès de ces hommes est le ministre de la Police, le général Martinez Anido, un véritable malfaiteur que tout le monde connaît en Espagne. Cet individu a sur la conscience (si tant est qu'il en possède une) des centaines d'assassinats, qu'il a fait exécuter par une troupe de bandits à sa dévotion : « les pistoleros ».

La plupart des criminels qui sont dans les bagnes ont moins de forfaits à leur actif que ce général Martinez Anido, qui ne peut pas même alléguer à sa décharge qu'il est l'exécuteur terrible et désintéressé de la cause de l'ordre,

comme l'étaient les généraux qui dirigeaient la police des tsars au temps de l'absolutisme russe. En lui, s'unissent la passion malsaine du sang et l'amour du lucre. Ceux qui sont au courant de sa vie comme préfet de Barcelone, estiment qu'il a gagné là plus d'un million de pesetas. Tandis qu'il ordonnait quotidiennement des assassinats, il se faisait payer en effet des redevances considérables par les tripots, les maisons de prostitution et les organisations de spectacles licencieux. Primo de Rivera et ses collègues peuvent s'offrir le luxe de paraître bienveillants et tolérants. Leur camarade Martinez Adino se charge de tuer pour eux.

Une des mesures les plus urgentes pour l'Espagne est l'organisation de son enseignement public. En aucune nation d'Europe, la pénurie d'écoles n'est aussi frappante. Tous les partis, même ceux d'extrême droite, conviennent que le pays manque d'enseignement élémentaire. D'après les calculs le plus récents, il faudrait cinquante mille écoles nouvelles pour que notre pays fût au niveau des grands peuples européens. De ce point de vue, le Directoire n'a rien fait depuis qu'il est au pouvoir. Certainement il objectera, comme tous les gouvernements monarchistes, qu'il n'a pas d'argent pour organiser l'instruction publique. Mais l'argent, hélas ! on le trouve toujours en Espagne pour faire des guerres qui servent à distraire un roi sportif, désireux de jouer au soldat !

La guerre du Maroc coûte actuellement cinq millions de pesetas par jour. Avec la moitié de cette somme, on pourrait faire fonctionner ces cinquante mille écoles modernes et changer ainsi, du même coup, l'aspect moral de la nation. La plus grande partie des maux qui accablent l'Espagne a pour cause le manque d'écoles nouvelles et la médiocrité, les traditionnels défauts de celles qui existent.

La question catalane fut, elle aussi, l'occasion d'un échec pour le Directoire. Primo de Rivera commença son mouvement de révolte contre la légalité constitutionnelle en s'appuyant sur la bourgeoisie catalane et en flattant les « Catalanistes ». Lorsqu'il prit le pouvoir, il traita ses alliés de la première heure avec une déloyale brutalité qui indigna tout esprit droit. Il autorisa des fêtes publiques organisées par les Catalanistes, pour se donner ensuite le plaisir de lancer la cavalerie sur la foule et de la faire sabrer sauvagement. Il organisa des embuscades pour pouvoir frapper les Catalans, qu'il espérait ainsi réduire par la terreur. Une telle conduite n'a servi qu'à exciter davantage les passions des Catalans et à agrandir le fossé qui les sépare du reste de la nation.

Dans toutes les questions d'intérêt national, la politique du Directoire a fait faillite. Aucune mesure utile, positive, n'a été prise par ce gouvernement dictatorial.

Personne ne peut croire à sa parole. Les ma-

nifestes, les documents et les statistiques qu'il publie, tout cela n'est que mensonge et falsification. Primo de Rivera est un cynique d'humeur joyeuse qui traite les affaires de gouvernement avec la désinvolture qui convient aux propos échangés, au milieu de la nuit, devant des tables chargées de coupes bien remplies.

Parfois les vieux employés des ministères lui ont fait des observations sur les libertés excessives qu'il prenait avec les chiffres et les rapports. Il joue avec eux en effet comme un jongleur avec des balles et s'en sert pour présenter les choses sous un jour complètement faux. L'important pour lui est de duper momentanément le pays et de lui faire croire qu'il goûte les délices du paradis ; sur l'avenir il n'a aucune idée précise, il va de l'avant... mais sans savoir où. Il compte sur le temps et sur le hasard pour le tirer du borbier. Il s'y enfonce chaque jour davantage.

VI

LA FAILLITE DE LA MONARCHIE

Le Directoire est un danger pour le monde entier. Les nations de régime démocratique, qui

sont aujourd'hui les premières de l'humanité, ne doivent pas se désintéresser du gouvernement actuel de l'Espagne : il représente un périlleux anachronisme.

Les républiques de l'Amérique latine subissent l'influence de ce régime illégal et absurde. Depuis que le Directoire existe, certains présidents tyranniques de républiques sud-américaines considèrent que leur propre conduite est amplement justifiée par l'instauration du gouvernement militariste dans ce qu'ils appellent la « mère-patrie ». Dans une république sud-américaine qui a derrière elle une longue tradition de gouvernement civil, un régime militariste vient de s'établir, dans le style espagnol.

Dans le discours qu'il a lu devant le Pape, discours digne d'un souverain du moyen âge, Alphonse XIII n'a reconnu comme vrais Espagnols que les catholiques; il n'a pas voulu tenir compte des citoyens qui ne professent pas cette religion... Les protestants et les libres-penseurs sans doute sont considérés comme n'ayant plus droit à la vie.

Grâce au gouvernement du Directoire, les Jésuites sont en train de reprendre possession de l'Espagne. Alphonse XIII, durant son séjour à Rome, a invité le général des Jésuites à venir visiter ce qu'il appelle « ma nation ».

Je crois que c'est la première fois, depuis le temps de saint Ignace de Loyola, que le général des Jésuites est venu visiter l'Espagne. Au mo-

ment où j'écris ces lignes, cet important personnage se trouve dans notre pays ; il y reçoit toutes sortes d'hommages ; il est une espèce de « roi noir » qui, dans le fond de sa pensée, se considère comme le véritable souverain de la nation. Alphonse XIII a été prononcer un discours de plus devant l'Université des Jésuites de Deusto. La Compagnie de Jésus profite de cette vague d'influence, dont elle est redevable au Directoire, pour obtenir de Miguelito qu'il lui accorde l'enseignement de la religion dans les Universités, ce qui est un moyen sûr de les tenir sous son influence occulte. Être protestant, ou avoir des idées religieuses qui ne sont point catholiques, est considéré en Espagne comme une véritable tare qu'il faut tenir cachée. Les sanctuaires qui ne sont pas catholiques ne peuvent exister qu'à l'intérieur d'un édifice ; leur existence ne doit pas être révélée sur la rue par des signes extérieurs ; il faut les dissimuler comme des lieux de perdition.

Le Directoire, s'il continuait de se maintenir au pouvoir, Alphonse XIII, s'il conservait son trône, deviendraient des dangers pour la paix du monde. Alphonse XIII est à la dévotion de la maison Krupp et de toutes les maisons allemandes qui veulent bien lui donner un pot de vin. Le roi est actionnaire de la Compagnie de Navigation Transméditerranéenne : il possède trois mille actions libérées qui lui ont été données pour qu'il appuie de son influence la dite

compagnie. C'est elle qui fait, sur ses vapeurs, les transports de troupes et de matériel pour l'armée du Maroc. D'où il résulte que le roi a intérêt à voir la guerre se prolonger. Tant qu'elle durera, la Compagnie Transméditerranéenne fera de bonnes affaires et le roi touchera de gros dividendes.

La Transméditerranéenne possédait d'importants chantiers dans le port de Valence : elle les a vendus récemment à la maison Krupp. A l'occasion de cette vente, les actionnaires de la société espagnole se divisèrent en deux groupes. L'un d'entre eux comprenait les actionnaires d'idées libérales et partisans des alliés. Ce groupe s'opposa à la vente des chantiers à la maison Krupp, car il comprenait le but que poursuivait la société allemande en cherchant à faire cette acquisition. Mais le roi se déclara pour la vente, — il avait chargé un de ses courtisans de le représenter, lui et ses trois mille actions, — et celle-ci se trouva du coup décidée à une énorme majorité. Depuis quelques mois, les importants chantiers de Valence appartiennent à la maison Krupp.

Cette même maison finit actuellement de conclure l'achat d'importantes fonderies de fer à Barcelone et elle va acquérir d'autres établissements à Tarragone, pour y aménager des installations maritimes et de grands ateliers. Toutes ces affaires se négocient sous la protection et avec l'appui occulte d'Alphonse XIII.

Il suffit d'examiner une carte de la côte méditerranéenne d'Espagne : Barcelone, Tarragone, Valence, tout cela est à Krupp et l'on dit que le mouvement d'expansion allemande va continuer sous la protection de Primo de Rivera et d'Alphonse XIII. De nouveaux établissements Krupp s'installeraient à Malaga et aussi à Algésiras, en face de Gibraltar.

La France et l'Angleterre diront ce qu'elles pensent de tout cela.

Des ateliers Zeppelin vont se monter à Séville. Sous prétexte d'organiser un service aérien entre l'Espagne et l'Amérique du Sud, l'Allemagne va créer en pleine péninsule un centre producteur de dirigeables de guerre.

L'Espagne, tyrannisée chez elle, se voit entraînée à jouer au dehors un rôle déloyal et odieux vis-à-vis des nations avec lesquelles elle a le plus d'affinités. Il faut mettre fin à cette situation indigne et équivoque, et l'on ne saurait y parvenir qu'en faisant disparaître celui qui cause tous les maux actuels, celui qui représente l'institution corruptrice responsable du lamentable état de choses présent.

Alphonse XIII doit quitter le sol de l'Espagne. D'ailleurs, lui-même et quelques-uns de ses généraux ont si bien conscience de leur défaite morale qu'actuellement, ils ne pensent qu'à amasser de l'argent pour assurer leur avenir.

Tamais, dans l'histoire d'Espagne, on ne vit piller la nation avec autant d'avidité, et cela

pour le profit de certaines affaires privées. En une année de gouvernement militariste, on a vu conclure des affaires inouïes. On accorde des concessions scandaleuses à des compagnies de chemin de fer. Le monopole des téléphones pour toute l'Espagne a été accordé à une société, sans concours ni adjudication ; inutile de dire que d'énormes pots-de-vin, intelligemment répartis, ont facilité l'affaire. On a été jusqu'à créer un privilège d'agences de spectacles pour la revente des billets de théâtres, cinémas et courses de taureaux : il a été accordé à un individu moyennant versement annuel au trésor public d'une somme de un million de pesetas ; quant aux personnages qui lui ont permis de faire une si bonne opération, ils touchent un peu plus... secrètement.

Primo de Rivera, le joueur par excellence, a supprimé le jeu en ces derniers temps ; tout le monde connaît le but de cette interdiction : elle permettra de réaliser une bien meilleure affaire par la suite, une affaire qui va se trouver plus appétissante qu'elle n'eût pu l'être antérieurement, puisque c'est le monopole des jeux de toute l'Espagne que l'on va pouvoir céder à une entreprise qui versera publiquement une somme destinée à des œuvres de bienfaisance, et paiera en secret une autre somme, beaucoup plus importante, à ceux qui lui auront procuré le privilège. On parle déjà des hommes et des sociétés qui se disputent cette affaire. Certains nomment

l'inévitable M. Marquet, d'autres une maison française, d'autres un multimillionnaire grec qui a une grosse part dans la Société de Monte-Carlo.

Le roi et ses associés agissent comme les gens sans scrupules qui, lorsqu'ils se voient contraints de quitter une maison, emportent jusqu'aux clous des murs. Ils font argent de tout, exploitent la situation présente, situation exceptionnelle puisqu'il n'y a pas de Parlement qui puisse critiquer les actes du gouvernement et que les journaux, bâillonnés, ne publient que les articles autorisés par la censure.

Des agents — on peut présumer qu'ils jouissent de solides appuis — vont proposer des monopoles à des capitalistes de France, d'Angleterre, des États-Unis, monopoles qu'ils se font fort de leur procurer moyennant de grosses commissions. J'ai eu l'honneur de faire échouer quelques-unes de ces affaires et je saisis l'occasion de dire aux capitalistes de tous les pays :

— Ne faites pas d'affaires avec le Directoire, ni avec Alphonse XIII, roi des commissions et des actions libérées. Quand l'Espagne connaîtra de nouveau une vie légale et qu'elle jouira de tous ses droits, elle soumettra à une révision toutes les affaires datant de l'époque du Directoire, et il est presque certain qu'elle refusera de reconnaître leur validité, d'abord parce qu'elles ont été traitées à une époque d'illégalité, et, en second lieu, parce que la plupart d'entre elles sont le résultat de viles combinaisons.

La monarchie, qui a empoisonné l'esprit national et amolli le caractère audacieux et viril de l'Espagnol, compte sur l'indécision et la crainte des classes conservatrices. — « Si le roi s'en va, qu'arrivera-t-il ? » se demandent des milliers de gens simples.

Bien certainement il n'arrivera rien d'aussi terrible ni d'aussi absurde que la guerre du Maroc, et la nation, par contre, pourra faire figure de peuple moderne et jouir d'une meilleure réputation auprès des grands peuples civilisés, ce dont elle a bien besoin.

Depuis la Grande Guerre, il a disparu d'Europe quelque dix-huit rois ; leurs nations n'en sont pas mortes pour cela. Alphonse XIII sera le dix-neuvième et l'Espagne vivra mieux qu'aujourd'hui.

La guerre nous coûte cinq millions de pesetas par jour. Peut-elle se prolonger ? L'Espagne est pauvre. La guerre européenne a fait entrer chez elle douze milliards d'or qui ont provoqué un bien-être passager. Ce bien-être eût pu se prolonger si ces richesses inattendues avaient été utilisées pour des œuvres de paix. Mais la majeure partie de ces richesses a été perdue par une bourgeoisie imbécile qui s'est laissé prendre à l'escroquerie allemande des marks, et le reste est follement gaspillé pour une guerre malheureuse qui ne signifie rien.

Je comprends qu'on combatte et qu'on meure pour défendre le territoire national, l'intégralité

de la patrie, mais en quoi le Maroc nous intéresse-t-il ? Il peut intéresser Alphonse XIII qui veut jouer au Kaiser et traite la jeunesse espagnole comme si elle n'était qu'une boîte de soldats de plomb. Il peut intéresser une partie de l'armée qui, dans son inconscience et sa rapacité, désire une guerre pour gagner des galons ou faire des affaires, dût la ruine du pays en résulter. Il peut intéresser les fanatiques qui parlent de la Croix et du Croissant et veulent, tout comme au moyen âge, continuer la croisade contre les Maures.

Mais il y a une partie de l'armée qui est probe, réellement patriote, et qui maudit tout bas cette guerre inutile, sanglante, cette guerre dont les résultats ne peuvent être qu'incertains, et qui n'est, après tout, que la guerre du roi et non pas la guerre de la nation. Il est des mères et des épouses espagnoles qui pleurent cette lutte sans gloire où ont succombé plus de vingt-cinq mille hommes, c'est-à-dire le quart de l'armée combattante. Et nous tous, Espagnols, nous constatons que, depuis quatorze ans, nous payons les frais de ce caprice guerrier de l'éternel adolescent royal.

— Qu'arrivera-t-il, si le roi s'en va ? bête le troupeau des simples et des peureux.

Il arrivera que nous tous, Espagnols de bonne volonté, nous nous réunirons pour créer de nouveau une nation espagnole qui, depuis des années, a cessé d'exister. Tous pourront collaborer

à cette œuvre sainte : les travailleurs manuels, les intellectuels, tous ceux dont l'épée est restée pure, tous ceux qui sont exercés à tenir un fusil, tous ceux qui veulent servir, les armes à la main, la cause de la nation et non pas celle d'une dynastie ou d'une classe ; en un mot tous les Espagnols qui aiment l'Espagne et désirent la voir maîtresse de sa propre destinée.

Que pour la première fois, après un demi siècle de silence, se fasse entendre la volonté nationale ! Que disparaissent tous les affamés de plaisir et de richesses qui se promènent en uniforme à toute heure et répètent vaniteusement à chaque minute : « Nous, les soldats ! », alors qu'ils ne sont point des soldats, comme ils ne l'ont que trop démontré au cours d'une guerre qu'ils ont eux-mêmes provoquée et entretenue.

La faillite de la monarchie des Bourbons est complète. Le Directoire, qui est sa dernière création, a échoué pareillement ; mais au moment de disparaître, il se cramponne au roi avec ses bras de pieuvre et le retient prisonnier pour l'entraîner dans sa perte.

Alphonse XIII est aujourd'hui le captif de Primo de Rivera, son complice du coup d'État. Le dictateur connaît le caractère dissimulé du souverain, sa déloyauté à l'égard de ses amis, son goût pour les intrigues et les conspirations. Il sait que le roi cherche l'appui d'autres généraux pour le renverser, et il ne cache pas son opinion sur de tels manèges. Je respecte trop la

vie privée des familles pour répéter les propos injurieux que Primo de Rivera tient sur le roi.

Alphonse XIII évite de se montrer en public. Il passe des semaines entières dans ses domaines royaux, ce qui ne le délivre pas d'ailleurs de la surveillance soupçonneuse de Primo de Rivera. Deux capitaines, désignés par le Directoire, le suivent de loin pendant ses promenades, l'espionnent et restent de garde dans son antichambre. La censure du Directoire ouvre toutes les lettres adressées à Alphonse XIII. Primo de Rivera craint que le roi ne s'entende avec un autre général courtisan — comme il s'est entendu avec lui-même — pour préparer un second coup d'Etat, mais, cette fois, contre le Directoire.

Parmi les généraux dévoués à la monarchie, il existe, paraît-il, divers groupes qui nourrissent les uns à l'égard des autres une hostilité réciproque. Grâce à Alphonse XIII, les généraux espagnols rappellent aujourd'hui les généraux mexicains. Il faut ajouter, à l'honneur des généraux du Mexique, que, lorsqu'ils se détestent, ils se font la guerre et se fusillent tranquillement. Les Obregon d'Espagne ont peur les uns des autres et ne se combattent qu'à coups d'intrigues, de ragots et d'ironie féminine. C'est ainsi que Primo de Rivera éloigna d'Espagne son rival Cavalcanti, en l'envoyant étudier l'organisation des armées balkaniques.

Il n'est pas difficile de reconstituer paisiblement l'Espagne sous une forme moderne qui per-

mette tous les progrès. Avant tout, il faut que le roi s'en aille. Nous ferons ce que vient de faire la Grèce. Un gouvernement provisoire, composé de tous les éléments que le régime tombé n'aura pas contaminés, se constituera, et la nation pourra exprimer librement sa pensée, rétablir la vie constitutionnelle ; tous les citoyens recouvreront la jouissance complète de leurs droits.

Durant deux ou trois mois, on discutera en toute liberté, bien instruits par le cauchemar où nous aurons vécu, puis un plébiscite national sera organisé : tous les citoyens feront connaître par leur vote la forme de gouvernement qu'ils préfèrent.

Si la majorité du pays opte pour un roi, son vœu sera exaucé, étant bien entendu que cette nouvelle monarchie sera plus propre et moins rétrograde que celle qui existe aujourd'hui. Je n'envisage cette possibilité que pour montrer mon respect pour l'opinion nationale ; mais supposer que le régime monarchique puisse triompher dans un plébiscite, après les événements actuels, c'est en quelque manière, je le sais bien, imaginer que le soleil puisse apparaître au milieu de la nuit.

Alphonse XIII, le responsable du désastre d'Annual, l'auteur du télégramme : « Olé ! Les hommes ! » s'est chargé de démontrer aux gens les moins avisés ce qu'il en coûte à un peuple d'avoir un roi.

Si le plébiscite proclame la république, nous aurons une république véritablement nationale, où pourront se réaliser toutes les aspirations du peuple espagnol qui, pour contradictoires qu'elles puissent paraître, seront guidées par le désir commun du bien général.

La République, c'est la paix, c'est les portes de l'école grandes ouvertes, le respect de la liberté et de toutes les opinions, c'est l'armée véritablement nationale au service de la loi, une armée de militaires qui connaissent bien leur devoir, une armée sans aventuriers et sans voleurs, une armée semblable à celles de la France, de la Suisse, des États-Unis, sachant mieux s'acquitter de ses devoirs professionnels que celle dont la monarchie espagnole a corrompu l'esprit.

Dans cette république pourront vivre en adversaires courtois et tolérants les Espagnols qui, justement indignés des rigueurs et des crimes auxquels ils sont en butte, sont engagés aujourd'hui dans une guerre civile sans pitié. Les ouvriers, brutalement traqués aujourd'hui comme des bêtes féroces, seront semblables à ceux des autres pays et défendront leurs droits pacifiquement et raisonnablement, sous un régime de liberté qui aura institué l'égalité de tous devant la loi. Les classes capitalistes ne verront plus leur argent gaspillé pour la guerre ; elles n'auront plus besoin de verser des pots-de-vin pour obtenir la concession d'une entreprise publique. Le capital et le travail vivront comme dans les

autres pays civilisés. Aucun d'entre eux n'a encore trouvé la solution qui permette de faire disparaître leur antagonisme séculaire, mais les luttes économiques auront une forme pacifique, elles ne comporteront pas ces assassinats qui les caractérisent sous la monarchie espagnole. Les partisans de l'autonomie des provinces n'auront pas besoin de faire une politique séparatiste qui serait inutile et néfaste pour eux-mêmes. Ils pourront jouir de l'indépendance que connaissent les États à l'intérieur des républiques fédérales de Suisse et des États-Unis.

Mais, je le répète, pour que cette transformation nationale soit possible, il faut d'abord que le roi quitte l'Espagne.

Tant qu'il restera dans notre pays, toute tentative de gouvernement provisoire et de plébiscite demeurera vaine, voire ridicule. C'est un menteur, un intrigant, un véritable descendant de Ferdinand VII. Il exerce sur son entourage une action corrosive, aussi naturellement que certains mollusques secrètent de l'encre.

Ce sera un bien pour lui et un apaisement indispensable pour le nouveau pouvoir que de le voir éloigné de la terre espagnole.

Le procès d'Alphonse XIII devra être instruit lorsque la Nation aura recouvré son existence normale. Ce ne sera que justice. Vingt-cinq mille cadavres d'Espagnols — dont les os blanchissent sur le sol africain — l'exigent impérieusement avec la voix muette de l'Au-delà.

Les procès des rois, lorsque ceux-ci n'ont pas su prendre la précaution de s'éloigner à temps, se sont parfois terminés de tragique manière. L'Angleterre de Cromwell et la France de la Convention le savent.

Novembre 1924,

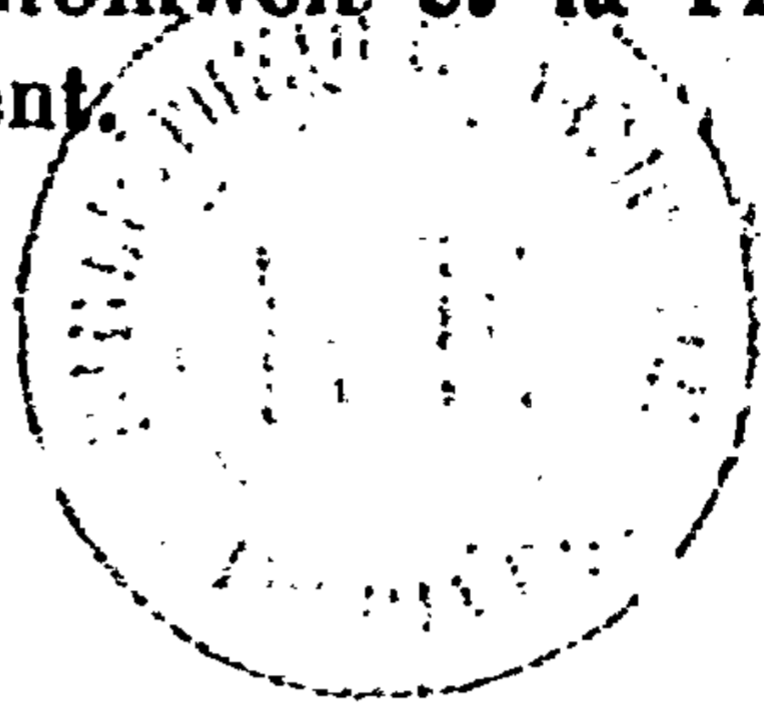
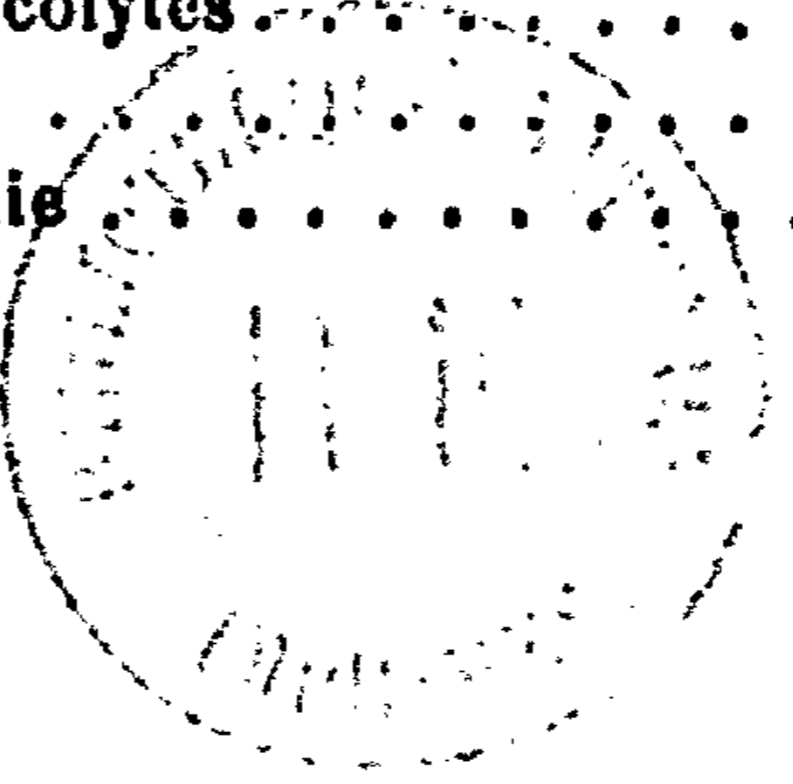
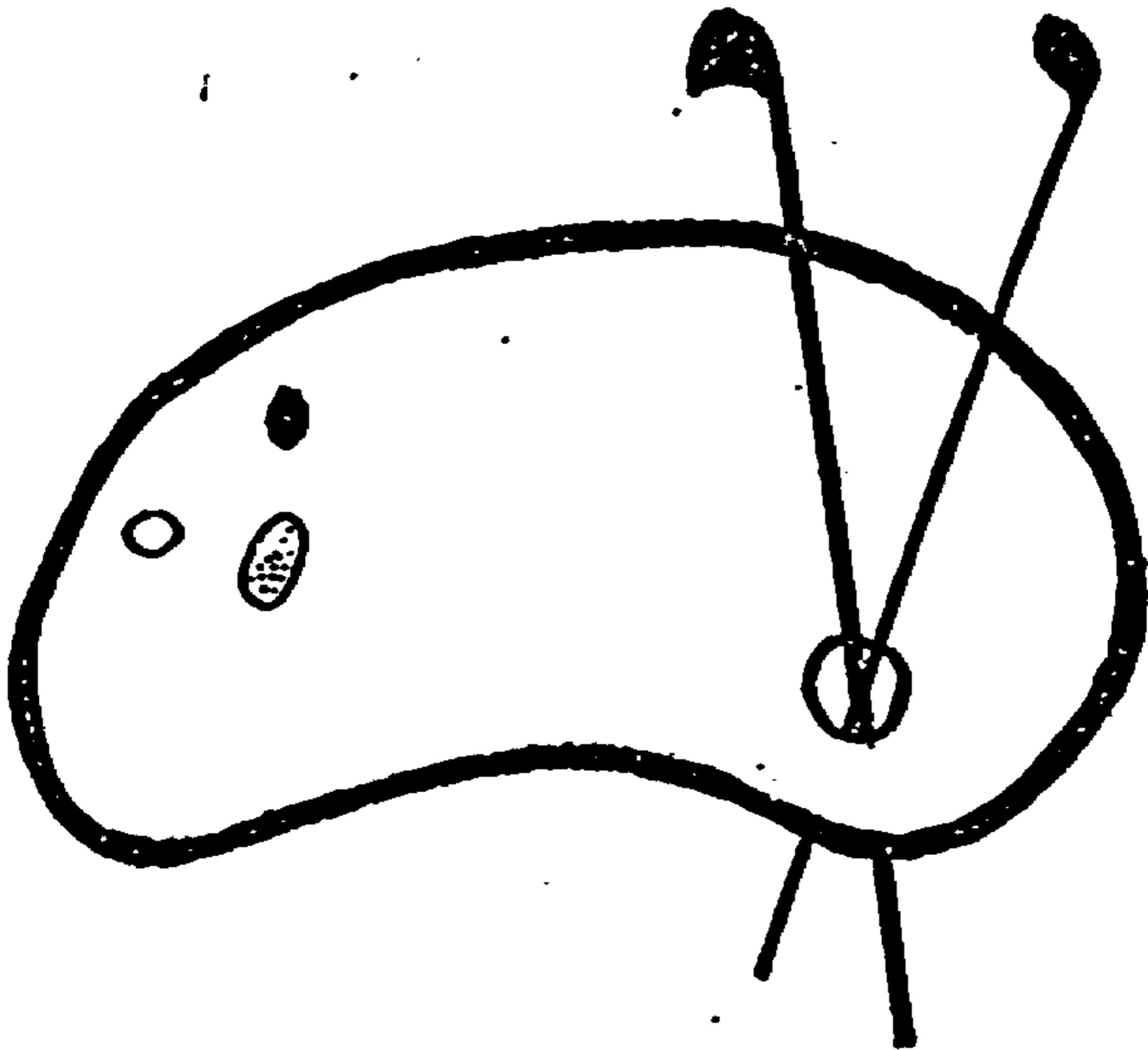


TABLE DES CHAPITRES

I. — La tyrannie militaire	5
II. — Les deux visages du roi.	10
III. — Les petites et les grandes affaires du roi.	28
IV. — Primo de Rivera et ses acolytes	49
V. — La faillite du Directoire.	66
VI. — La faillite de la Monarchie	90





ORIGINAL EN COULEUR
NF Z 43-120-8

